

Culture, extrême droite et populismes aujourd'hui en Europe

**Textes et réflexions des intervenants aux ateliers
préparatoires à un colloque européen**



Mai 2003

à l'initiative de

CULTURE ET DÉMOCRATIE
rue de la Concorde 60
1050 Bruxelles
Tél. 02/502 12 15
cultureetdemocratie@wanadoo.be
www.cdkd.be

KUNST EN DEMOCRATIE
rue d'Arenberg 1D
1000 Bruxelles
Tél. 02/551 13 93
info@kend.be
www.cdkd.be

avec le soutien de la Communauté française,
de la Fondation Roi Baudouin et de la Loterie Nationale

“Culture, extrême droite et populismes”

Sommaire

- p.1 Introduction
Georges Vercheval
-
- p.3 Extrême droite et populisme: haine de la culture?
Richard Kalisz
-
- p.6 La “qualité” de la culture, du consumérisme et de la “droitisation”
Jan Blommaert, Eric Corijn, Marc Holthof et Dieter Lesage
-
- p.18 Les stratégies culturelles de l’ethnopolulisme
Joël Roucloux
-
- p.25 La culture à travers le prisme des programmes de différents partis d’extrême droite en Europe
Dan Van Raemdonck
-
- p.28 Populismes de droite, extrêmes droites et culture: la manipulation des représentations et des symboles
Anne-Marie Autissier
-
- p.34 De la nécessité de renouveler nos stratégies à l’égard de l’extrême droite et nos conceptions culturelles en vue de la démocratie
Roland de Bodt

Introduction

“Le ventre est toujours fécond d’où est sorti la bête immonde”, disait Bertolt Brecht...

En proposant de débattre de l’émergence de l’extrême droite à travers toute l’Europe et des répercussions qu’elle entraîne pour la culture, nous sommes plus que jamais dans notre rôle!

Dans le numéro 4 du Journal de Culture et Démocratie, Richard Kalisz envisageait la stratégie de l’extrême droite, les raisons de ses progrès, les enjeux culturels, les percées électorales qui permettent à ses mandataires de siéger dans les conseils municipaux ou régionaux, et au sein des organismes culturels. Il précisait ainsi une préoccupation que nous sommes nombreux à partager, celle de voir renaître non seulement les partis d’extrême droite, mais surtout leurs idées, leur “culture”. D’autant que certains, dans les partis démocratiques, s’autorisent à la croire fréquentable, pour mieux la contrôler...

Ne nous leurrons pas: il y a une culture, à l’extrême droite, brune et contagieuse...

En Italie et en Autriche, le monde du spectacle en souffre. En France, les bibliothèques des municipalités conquises par le Front National se voient imposer de nouvelles politiques: plus de littérature arabe, de culture juive, de contes africains (!); acquisition d’ouvrages négationnistes et révisionnistes! Ne minimisons pas le danger. Le programme du Front National français prévoit explicitement l’arrêt de toute aide à l’art contemporain. Le Parti du Progrès, en Norvège, et l’UDC (Union démocratique du centre) en Suisse préconisent le même désinvestissement total de l’Etat pour les matières culturelles.

Avec Kunst en Democratie et en collaboration avec la Ligue des droits de l’Homme, le Centre pour l’Egalité des Chances, le MRAX, l’IETM, etc, Culture et Démocratie s’est donc attachée à analyser ce phénomène. Déjà, en préparation à un

colloque international où des acteurs culturels européens témoigneront de leur expérience, des réunions ont eu lieu, des ateliers de réflexion ont été organisés.

Un premier atelier s'est tenu le 16 décembre 2002, au Parlement bruxellois. Kunst en Democratie y proposait un débat autour de "De Kwaliteit van de Cultuur", un texte dû à Jan Blommaert, Eric Corijn, Marc Holthof et Dieter Lesage traitant du consumérisme et de la "droitisation"! Les mutations économiques influencent les idées et la culture. La solidarité se réduit à des rapports de force. Envahis de publicité, dirigés par des entrepreneurs, journaux et chaînes de télévision échappent aux journalistes. Les aspects récréatifs se développent, au détriment de l'information! Le capitalisme de consommation légitime de nouvelles formes, populaires, de masse, et monnayables. Un journal "s'améliore" si son tirage augmente! Ce qui est peu diffusé est "élitaire" (donc mauvais). La démocratie et le pouvoir sont assimilés à l'accessibilité, à la démagogie... L'évolution est très grave, estiment les auteurs. Il s'agit donc de susciter des actions communes de résistance chez les artistes et les intellectuels, dans un esprit d'engagement sociétal et, en réaction à la démocratie "médiatisée et commercialisée", de reconquérir le droit à sa propre voix.

Le deuxième atelier est organisé par Culture et Démocratie et modéré par Bernard Focroulle, le 25 février 2003, au même endroit. Dan Van Raemdonck, président de la Ligue des droits de l'Homme, examine les programmes de quelques partis d'extrême droite, en relation avec la culture cependant que Joël Roucloux, historien de l'art et des

idées politiques, analyse les stratégies culturelles de l'ethnopolitisme et la Nouvelle Droite. Anne-Marie Autissier, Culture Europe, Paris, évoque le dossier que sa revue consacre à la relation "droites populistes, extrême droite et culture en Europe". Avant d'en débattre avec le public, elle s'attachera à rapprocher la vérité des "mots", souvent ambivalents et instrumentalisés, avec les pratiques qu'ils recouvrent.

Ces réunions et débats doivent se poursuivre, et le mouvement s'amplifier. Culture et Démocratie invitent tous ceux qui se sentent concernés à la rejoindre.

Notes

Signalons deux initiatives importantes qui ont été dans le même sens. Le désarroi démocratique, ouvrage collectif publié chez Labor en 1995 sous la direction de Hugues Le Paige, remarquable par la diversité de ses approches. Dépassant le schéma classique de la dénonciation, il démontre la nécessité d'une politique à long terme sur le plan socio-économique et, à court terme, l'urgence de réaffirmer et d'appliquer les principes d'égalité et de solidarité.

Publiés par Politique, revue de débats, les actes du colloque "les succès de l'extrême droite en Europe: signe de faiblesse de nos démocraties, organisé à Bruxelles en 2001 par le "réseau d'actions solidaires Belgique-Autriche".

L'Europe serait-elle une utopie dévoyée, venue d'un projet politique garantissant la paix, et devenue un projet technologique, celui de "bâtir une société performante"? Cette Europe, conclut Paul Magnette, se construit loin du citoyen et de ses préoccupations sociales.

Recherchant le consensus permanent, ne fait-elle pas le lit de l'apolitisme, donc de l'extrême droite ?

Depuis la fin des années 80, les mouvements d'extrême droite n'ont pas été que de Flandres ou de France. Ils ont vu naître et se renforcer des "frères" ou des "cousins" populistes en Italie, en Suisse, au Danemark, en Norvège, en Autriche, en Allemagne, aux Pays Bas...

Richard Kalisz
Metteur en scène

Extrême droite et populisme: haine de la culture?

Un enjeu européen

Il n'est plus honteux de s'affirmer raciste ou de déclarer que les étrangers doivent être rapatriés. Et même un antisémitisme "sans juifs" s'est frayé un chemin. Le terrorisme aidant, l'islamophobie et l'aversion anti-maghrébine produisent des délires ou des ravages qu'enregistre l'extrême droite, voire le populisme. Le journal "Le Monde" rapporte qu'aujourd'hui des groupes disent haut et fort: "on est facho et on n'en a pas honte".

Face à la forte visibilité de la petite délinquance, à la montée des incivilités quotidiennes, un sentiment d'insécurité s'est propagé de manière diffuse sur toute la peau du corps social. C'est devenu une question mondiale et surtout européenne, car dans un univers de plus en plus vaste, il existe effectivement, pour le plus grand nombre, une insécurité économique et sociale. Aussi une perte de repères, voire d'identités. Depuis la fin des années quatre-vingt, les mouvements d'extrême droite n'ont pas été que de Flandres ou de France, mais ont vu naître et se renforcer des "frères" ou des "cousins" populistes en Italie, en Suisse, au Danemark, en Norvège, en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas...

S'ils ont des contours politiques ou programmatiques différenciés, s'ils connaissent des fluctuations quant à leur ligne, ils se rejoignent les plus souvent en exploitant la méfiance d'une part importante des populations vis-à-vis de l'Europe. Si

par moments on a pu se réjouir de leur régression ou de leur piétinement, ils sont tous arrivés à s'ancrer électoralement. En fait, certains de leurs revers momentanés ne doivent pas cacher la forêt: globalement, l'extrême droite et le populisme gagnent durablement du terrain. Face à la "pensée dite unique" (et aussi face à une absence de vision de société), la pensée simpliste, démagogique, haineuse, ou encore celle qui exclut l'autre, a pris racine, trouvant à se banaliser, à influencer des partis démocratiques et cherchant actuellement à se parer des habits neufs de la respectabilité.

Un enjeu culturel

La situation devient encore plus préoccupante quand la percée électorale permet à ses représentants d'accéder à tous les niveaux de pouvoir puisqu'ils peuvent prétendre, en regard des lois démocratiques, à siéger dans les conseils d'administration de la plupart des organismes culturels d'importance. Et qu'advient-il aussi quand ils obtiennent une majorité à la gestion communale? Faut-il craindre de crier au loup quand la vie artistique n'a jamais été aussi intense et vive qu'aujourd'hui? Nous ne parlons pas de la loi de l'audimat qui évacue et écrase fréquemment la création car elle n'appartient pas en propre aux courants qui vomissent le fonctionnement démocratique ou qui se baptisent "champions" des aspirations populaires (de sa face la plus obscure), encore que... mais bien de leurs visées culturelles spécifiques.

Certains pensent qu'il n'y a pas péril en la demeure, car à première vue on n'observe

pas de réelle offensive sur ce terrain. C'est aller trop vite en besogne et oublier des données fondamentales. Il faut d'abord rappeler que l'extrême droite a largement préparé son ascension par des campagnes qui relèvent du domaine de la culture: le négationnisme et le révisionnisme ont été scandaleusement propagés.

Et ce n'est pas un détail de notre histoire récente! Même le massacre d'Oradour a été mis en doute. Ensuite ont débarqué l'exaltation nationaliste, la glorification des traditions contre le cosmopolitisme, la supériorité du monde occidental contre le multiculturalisme ou l'interculturalisme. Dans cette logique de repli, vient alors la haine fondamentale de la culture car les attaques se centrent finalement "contre l'élitisme culturel" (entendez: à bas les intellectuels!) au profit d'une soi-disant culture populaire (populaire ou popu-liste?!). On aura compris la menace quand on lit plus avant la littérature d'extrême droite: en effet, "mai 68" est le grand coupable car responsable de tous les maux actuels...

Pour ceux qui auraient tendance à minimiser le danger, épinglons que le programme du Front National en France prévoit explicitement l'arrêt de toute aide à l'art contemporain.

Qu'en est-il du Vlaams Blok? Le dramaturge Thomas Bernard a-t-il vu juste dans sa peinture de l'Autriche?... Nous n'allons pas établir ici en quelques lignes le diagnostic d'une situation dont nous ne possédons pas actuellement toutes les données. Justement, c'est ce dont nous manquons le plus: la capacité et l'opportunité de concentrer au niveau européen les infor-

mations de terrain en les confrontant à des analyses plus précises des extrêmes droite et du populisme qui agit également dans le champ culturel et artistique.

Face à la nécessité et l'urgence de voir clair dans ce combat, Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, en collaboration avec la Ligue des droits de l'Homme et le Centre pour l'égalité des chances et de lutte contre le racisme proposent un vaste rassemblement préparé par des experts et des scientifiques, des ateliers de réflexion, des conférences, débouchant concrètement en avril 2003 sur un colloque de dimension européenne qui aura valeur, non seulement "d'état des lieux", mais aussi de plate-forme pour dessiner les contours d'une résistance et d'une contre-attaque partagée, conséquente et mieux fondée.

La culture est – sous prétexte de démocratisation – de plus en plus évaluée sur la base de critères commerciaux.

Jan Blommaert
africaniste et linguiste
(Université de Gand)
Eric Corijn
philosophe de la culture et
docteur en sciences sociales
(VUB et Université d'Anvers)
Marc Holthof
critique
(Financieel-Economische Tijd)
Dieter Lesage
philosophe
(Département RITS
de l'Erasmushogeschool
à Bruxelles)

La “qualité” de la culture, du consumérisme et de la “droitisation”

Notre société traverse une phase de restructuration profonde. La mondialisation et la globalisation, qui font couler beaucoup d'encre, engendrent une perturbation durable de l'équilibre fragile qui règne entre le marché mondial et le système des Etats nationaux. L'Etat n'est plus à même de réguler à lui seul le marché. Mais il y a plus: la quasi-totalité des Etats se mettent au service des lois du marché, en conformité avec lequel la politique doit désormais évoluer. L'on assiste par conséquent à une désagrégation systématique de la spécificité et à un renforcement de la libéralisation, de la privatisation et de la dérégulation. Les conséquences sociales de ces mutations économiques sont de plus en plus perceptibles et douloureuses: l'émergence d'une classe “supérieure” adaptée au nouvel environnement concurrentiel va de pair avec celle d'un groupe sans cesse grandissant de personnes laissées pour compte. Les intérêts du marché l'emportent sur ceux de la société.

Ces mutations économiques et politiques influencent profondément le monde des idées et de la culture. Ces activités humaines doivent, elles aussi, se soumettre sans cesse davantage aux lois du marché. Les produits culturels deviennent interchangeables, la solidarité humaine est réduite à des rapports entre producteurs et consommateurs et les institutions culturelles deviennent des entreprises du marché de la culture. Cette évolution provoque un glissement des critères d'appréciation et des rapports de force qui accompagnent et déterminent les pratiques culturelles. La disparition des lignes de démarcation entre la “haute” culture et la culture populaire a entraîné la fin de l'hégémonie grâce à laquelle l'élite de la société parvenait à affirmer sa supériorité, y compris sur le plan culturel. L'on assiste actuellement à un processus inverse de hiérarchisation, dans le cadre duquel la qualité se mesure à

l'aune du succès sur le marché. La culture est – sous prétexte de démocratisation – de plus en plus évaluée sur la base de critères commerciaux. En conséquence, l'“élite anti-élitaire” ou les “omnivores” eux-mêmes, à qui le manque de profondeur ne pose pourtant pas problème, en sortent blasés. C'est là que, paradoxalement, élitisme et populisme se rejoignent dans un nouvel anti-intellectualisme: l'on devient multimillionnaire en cultivant savamment, comme toutes les Britney du monde, une image de “fille d'à côté”.

Les mass media, entreprises capitalistes

L'on assiste donc à une commercialisation généralisée des produits culturels et des canaux de diffusion de la culture. C'est dans les mass media, qui règnent à présent en maîtres sur le domaine culturel, que la commercialisation de la culture est la plus évidente. Les mass media sont désormais plus importants dans la socialisation que le sont l'enseignement ou l'église (la télévision occupe de nos jours une place aussi prépondérante dans la société occidentale que l'église au Moyen-Age: elle est le ciment social et constitue le cadre référentiel – quasi unique – de la société). Mais les mass media fonctionnent à tous égards selon des critères privés, inspirés par le marché. Il y a dix ans à peine existaient encore des journaux d'opinion qui dépendaient en partie pour leur financement d'organisations ou de réseaux philosophiques ou politiques. Actuellement, tous les journaux sont des produits commerciaux dirigés par des entrepreneurs et soumis aux lois du marché. Il en va de même pour la télévision: là où, il y a une décennie, la chaîne

nationale était un acteur permanent dans le paysage médiatique, la télévision commerciale prédomine à présent dans toute l'Europe et les chaînes publiques (ou ce qu'il en reste) sont par conséquent soumises, elles aussi, aux règles du commerce.

L'on note également l'émergence d'une symbiose toujours plus grande, dans le paysage médiatique, entre divers types de médias et ce, généralement, en raison de stratégies de marché développées par des groupes de capitaux actifs dans ce domaine. D'importants conglomérats spécialisés dans l'industrie du loisir et axés sur la détente et le divertissement voient le jour. Médias et informations font désormais partie d'activités intégrées dans les domaines du tourisme, de l'horeca, de l'industrie de la culture, du sport et du show-business – tel est donc l'important capital dont dispose notre soi-disant société de l'information. Des journaux prétendant de qualité vivent actuellement en communion avec des journaux plus populaires et des magazines plus sérieux, avec des tabloïdes – qui, à leur tour, sont étroitement liés à certaines chaînes de radio et de télévision. Ainsi des événements traités de telle manière par l'un de ces médias sont-ils abordés différemment par un autre membre du groupe: ils doivent, pour pouvoir être qualifiés de “publics”, être intégrés dans tous les “formats”. Or, leur collaboration poursuit des buts généralement commerciaux et s'articule autour de stratégies publicitaires. Dans ce contexte, la coopération est souvent un euphémisme qui désigne ce qui est en réalité une confusion d'intérêts – par exemple, lorsque le rédacteur en chef engagé d'un journal dit “de qualité” est invité à paraître dans l'émission d'info-récréation

d'un média populaire contrôlé par le groupe auquel ce même journaliste appartient. Ce sont ces réseaux de "V.I.P." qui déterminent aujourd'hui les frontières et le style de notre soi-disant société de l'information. Rien n'est désormais plus que scores, scoops, bons mots et surtout, chiffres de vente (en premier lieu, de l'individu lui-même).

Cet "abrutissement" dont est victime un secteur "sérieux" comme celui des médias participe de la véritable manipulation qui domine le monde des médias populaires. Les journaux populaires réduisent les notions d'information et d'actualité aux futilités anodines, mais ainsi reconnaissables, de la vie quotidienne. "Soaps documentaires", télévision de l'émotion et info-récréation se profilent désormais au titre d'émissions axées sur l'analyse et l'explication. Les actualités se traduisent en taux d'audience et l'attention portée aux médias, en capital symbolique. Le corollaire logique de ces développements est que l'information n'est plus diffusée qu'à la condition de générer des profits. C'est également la raison pour laquelle les émetteurs de télévision et autres mass media parlent tant d'eux-mêmes dans ce qu'ils appellent leurs programmes d'information. La société n'est plus que le podium délimité par les groupes médiatiques eux-mêmes. Elle devient lentement mais sûrement une grande tautologie, un circuit fermé dans lequel le monde extérieur et la réalité ont de moins en moins leur place. Les animateurs de "talk shows" invitent des collègues à y présenter leur nouvelle émission de jeux et des acteurs, à commenter le "soap" dans lequel ils jouent, sans parler de toutes ces émissions auxquelles ils s'empressent eux-mêmes de participer, fût-ce pour vendre leurs

propres programmes. En dépit des restrictions imposées à la publicité dont les chaînes publiques font, disent leurs responsables, les frais, celles-ci font énormément de réclame... pour elles-mêmes. De surcroît, tous les programmes populaires cultivent un même point de vue concurrentiel: chaque format existant, depuis le Loft à l'Ile de la Tentation en passant par Kolanta, s'articule autour du principe qui consiste à s'entendre dans le but d'éliminer un membre du groupe: méfiance, complots, coalitions, agendas secrets,... sont aujourd'hui le propre du "bon" participant – au profit, finalement, de... la chaîne!

Les médias sont aujourd'hui davantage des producteurs de matières idéologiques que des médiateurs. Ils sont devenus les centres de production et de distribution de notre vision du monde. Ils déterminent ce dont on parle et ce dont on ne parle pas, ce qui peut être regardé et ce qui ne peut l'être, qui est ou n'est pas "expert". Ils définissent les limites de la critique permise et la structure du débat social dont ils se prétendent le forum. Ils sont les principaux acteurs de notre culture de la commercialisation; ils font partie de la grande industrie de l'amusement, source d'enrichissement infinie pour les propriétaires et les vedettes.

Populisme et pensée unique

De tels développements ont suscité l'émergence d'une nouvelle "culture", qui s'avère présenter des liens manifestes avec la nouvelle économie et la nouvelle politique. Cette "culture" corrode toutes les activités politiques, culturelles, intellectuelles et artistiques. Au centre de cette mutation, la forme

définit le fond et la structure du domaine culturel influe sur le contenu dudit domaine. Non contents d'être désormais choisis en fonction de leur capacité à se vendre, les produits culturels doivent posséder un contenu qui reflète l'âpreté des rapports concurrentiels.

Ces changements ont modifié l'activité politique elle aussi. Les hommes politiques ne sont plus l'émanation des structures sociales et des groupes d'intérêts et moins encore, les porteurs d'une vision sociétale cohérente. La politique repose chaque jour davantage sur le culte de la personnalité, sur la médiatisation et sur la commercialisation. Elle s'adresse à une "opinion publique" anonyme, à grand renfort des techniques publicitaires que sont l'émotion et la séduction. Elle cherche à susciter moins l'adhésion intellectuelle qu'un soutien émotionnel. Dans ce contexte, intercession, distance critique, stratification et contradiction n'ont aucune place, de sorte que la tentation autoritaire n'est jamais bien loin. Tel est donc le sens du terme "populisme", qui désigne un certain type de lien entre hommes politiques et masse populaire et un nouveau contenu adapté aux formats médiatiques dont les caractéristiques sont la rapidité, la superficialité et l'esthétique.

Le populisme ne pouvant combattre l'extrême-droite, les frontières entre l'un et l'autre sont ténues. Sur le plan idéologique, l'extrême-droite est adversaire déclarée de la démocratie et partisane de formes de gouvernance autoritaires – tout ceci étant néanmoins dissimulé derrière un masque "démocratique". Sur ce même plan idéologique, les populistes prétendent soutenir la société démocratique alors que dans la pratique, ils privilégient résolument un

processus décisionnel orienté du sommet vers la base. Leur façon de vouloir plaire au "peuple" rend particulièrement difficile l'établissement d'une distinction avec l'image que l'extrême-droite cherche à donner d'elle-même. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer l'avènement de nouvelles droites dans plusieurs pays européens, à la tête desquels se profilent ou se sont profilés des coryphées tels que Silvio Berlusconi et Pim Fortuyn. Bien que différente, la nouvelle droite s'aligne à plus d'un titre sur l'"ancienne" et renforce une hégémonie de droite dans plusieurs domaines importants de la vie publique.

La "nouvelle gauche" adopte, elle aussi, ces rapports publicitaires avec la population et ce faisant, opère un glissement vers la droite. Les partis de droite et de gauche sont actuellement dirigés, parfois même sans ménagement, par de jeunes loups de la publicité, des conseillers en communication et autres "spin doctors". En dépit de tout ce qui se dit sur la "convivialité", les nouveaux liens politiques et culturels qui investissent la société et sont portés par la commercialisation et les mass media entraînent un inexorable glissement vers la droite: la pensée unique est soutenue par le CPMC, c'est-à-dire le Complexe Politico-Médiatico-Commercial. Ceci rend de plus en plus difficile l'émergence d'une critique crédible et percutante, cependant que la polyphonie qui devrait caractériser toute société libre ressemble toujours plus à une lutte entre David et Goliath.

C'est dans ce climat que sont évoquées les notions de société multiculturelle et d'"intégration des nouveaux citoyens", ces derniers devant surtout s'intégrer dans l'hégémonie et

dans la naturalisation de la pensée mercantile. C'est la raison pour laquelle il est à ce point difficile de parler de pluri-culturalité. La pensée unique est en effet intégrale et incapable de s'ouvrir aux éléments non commercialisés de la culture des nouveaux venus. Ce n'est que si ces éléments "étrangers" sont proposés sous la forme de marchandises qu'ils sont les bienvenus dans la culture occidentale. Exiger l'intégration, c'est donc reconnaître que le seul lien valable est celui qui existe entre le client et le marché. C'est pourquoi le discours autoritaire de la droite sur l'intégration peut être prononcé sans jamais avoir à définir la culture du pays d'accueil et sans jamais devoir s'assurer que tous les membres de la communauté propre soient eux-mêmes bien intégrés dans la société. L'intégration signifie simplement la soumission à la vision "intégrale" et dominante du monde: "our way of life".

Une situation grave, mais pas désespérée

Nous partons du principe que les développements auxquels nous sommes confrontés sont inhérents au système et qu'ils sont liés aux mutations structurelles profondes que connaît notre société capitaliste. Ils ne se produisent par conséquent pas par hasard, mais présentent des formes de cohésion interne qu'il convient d'examiner avec soin. Ils contribuent à l'étiollement de la pratique démocratique et de la conception de la démocratie elle-même. La systématique que nous décelons dans l'ensemble est issue de la nouvelle interaction constatée entre économie et politique, c'est-à-dire de la mercantilisation de cette dernière. Le problème politique peut être défini comme étant la crise que traverse la démocratie

représentative. La politique ne "représente" pas la société; elle perd de sa puissance, qu'elle cède du reste non sans une certaine complaisance. Une part sans cesse croissante de la population se détourne en outre des débats d'"intérêt général" au profit des nouvelles formes de service. L'aversion croissante envers la politique, les taux d'abstention aux élections, l'instabilité de l'électorat, les scandales,...: tout trahit l'existence d'une crise profonde. Celle-ci est toutefois masquée par le jeu politique médiatisé, les politiciens populistes combinant très volontiers leur approche particulariste avec la participation à des programmes ludiques. De nombreux hommes politiques ressentent la chose et adoptent une attitude ambivalente à l'égard des médias: ils aimeraient certes entretenir des liens autres avec les citoyens, mais savent que les médias sont l'unique voie vers la visibilité. Dès lors, ils jouent le jeu. L'on pourrait qualifier le phénomène de mauvaise conscience de la démocratie représentative.

Le populisme est le symptôme d'un malaise plus profond dont souffre la démocratie. Une démocratie représentative ment, mais elle ne peut faire autrement. Le mensonge est inhérent au système. La démocratie représentative affirme représenter chaque individu, sans toutefois pouvoir le faire dans la pratique. En effet, la principale caractéristique de toute démocratie représentative conventionnelle est qu'elle crée un fossé entre les citoyens et le monde politique, car tout le monde ne peut participer pratiquement et concrètement à la prise de décisions. Or, il s'agit précisément là de la principale revendication à la légitimité du système. La représentation signifie que les citoyens ne sont pas présents

en personne lors de la prise des décisions: toute forme de représentation populaire ("du peuple") implique donc l'avènement d'une élite (temporaire).

Le fossé étant inhérent au système, il n'est pas nécessairement problématique. On peut considérer qu'il est longtemps resté occulté à cause du consensus dont le système faisait l'objet et qu'il n'a, dès lors, pas été problématisé. Car précédemment existaient, ne l'oublions pas, une "médiation" entre la population et ses représentants, un "terrain commun", des groupes d'intérêts, un débat public, des intermédiaires, des idéologies, des contacts directs avec l'électorat,..., auxquels s'ajoutaient par ailleurs les efforts d'information sur les événements survenus en dehors de leur propre enceinte que consentaient encore les médias.

La problématisation de la politique et par conséquent, de la démocratie, est donc récente. Elle va indubitablement de pair avec les transformations profondes que connaît le monde et dans le cadre desquelles le bien-fondé du capitalisme est considéré comme démontré par l'effondrement du communisme en Union soviétique et en Europe de l'Est. Depuis la chute du Mur de Berlin, les domaines intellectuel et culturel ne se préoccupent plus de choisir entre les différentes formes de société. Le système capitaliste ne semble plus connaître d'alternatives: il est devenu intégral, tout devant être pensé en son sein même. Depuis la disparition du Rideau de Fer et la chute du Mur de Berlin, d'aucuns se croient entrés dans une ère post-idéologique au sein de laquelle ils sont en quête d'une politique nouvelle et post-idéologique elle aussi. Il s'agit là d'un

phénomène international: l'innovation était partout présente au début des années quatre-vingt-dix. En Belgique, cette évolution est encore renforcée par la présence de l'extrême-droite, dont la première percée électorale remonte à 1991. C'est précisément à cette même époque que le paysage médiatique européen s'est libéralisé: VTM, par exemple, est née en 1989. Or avec la télévision commerciale, la doctrine du marketing et des taux d'audience a fait son entrée, un nouvel espace publicitaire est né et une série de nouveaux formats et de possibilités de création d'images a émergé et a touché l'ensemble du monde des médias. Cette évolution était au surplus axée sur la nouvelle classe moyenne, qui disposait d'un important pouvoir d'achat et était prête à accueillir, au sein d'une société duale, la nouvelle culture de la consommation.

La percée des partis d'extrême-droite va de pair avec un glissement généralisé vers la droite qui sape la légitimité du système démocratique. En Belgique, l'innovation politique vise au comblement (immédiat) du fossé (inhérent au système) entre citoyens et monde politique, comme en témoigne le succès du Vlaams Blok. La démarche ne consiste pas à chercher à élargir la médiation, le terrain commun, la vie sociale ou le débat afin d'entretenir la "représentativité" d'une société toujours plus complexe: elle est, tout au contraire, orientée vers une réduction de la complexité. La solution se trouve pourtant dans la proximité: citoyens et monde politique doivent interagir de manière plus directe et apprendre à mieux se connaître. Le citoyen doit avoir davantage "son mot à dire en politique" et le monde politique doit être davantage "à l'écoute du citoyen".

Derrière ce masque de démocratisation (institutionnalisée sous la forme de sondages d'opinion, enquêtes, chiffres d'audience, diverses formes de (pseudo)interactivité, et fortement mise en lumière par des slogans relatifs à la convivialité pour le public et le client) ne se cache, hélas, aucune tentative sérieuse de démocratisation. Le citoyen est réduit à l'état de "client" et la politique, à celui de "produit". Ainsi telle élite, qui tire son pouvoir de l'appareil étatique, peut-elle être d'un jour à l'autre remplacée par une autre qui en appellera à l'économie et au marché libre pour s'investir d'une nouvelle autorité. Le fossé qui la séparera du citoyen sera toujours aussi grand et sous le couvert de démocratisation, la commercialisation s'insinuera dans le discours politique.

Le marché fournit de la sorte l'idéologie dominante de l'intégralité de la vie publique. La logique du marché ne se limite plus à la circulation de biens commerciaux: elle s'étend désormais à la circulation d'exposés, d'images, d'idées politiques et de produits culturels. Le marché libre est – le terme l'indique – devenu une métaphore de la démocratie et la démocratie parfaite et légitime est celle qui "se vend" comme un produit commercial à succès. Or, la portée de cette métaphore s'étend: seules les idées qui se propagent aisément et qui donc sont "populaires" sont considérées comme démocratiques et légitimes et partant, comme des instruments de participation et de pouvoir décisionnel directs. Dans le cadre de la culture de consommation, ce que tout le monde achète est considéré comme "du peuple", comme quelque chose qui plaît au demos. Ce qui ne se vend pas est élitaire, sectaire et n'est en aucune manière démocratique.

Le capitalisme de consommation engendre le populisme politique et supprime toutes les autres formes de débat.

Les conditions de la production culturelle

L'hégémonie du capitalisme de consommation a conféré un nouveau contenu à la légitimité. Les produits, y compris les produits culturels et les points de vue politiques, ne sont légitimes que s'ils sont populaires, c'est-à-dire s'ils peuvent faire l'objet d'une commodification (valeurs monnayables) et d'une massification (au profit d'un marché anonyme). La diffusion de masse puise sa légitimité et sa crédibilité dans l'association de ses caractéristiques propres et de la demande émanant du peuple. Les conséquences sont les suivantes:

1. La massification influence les débats sur la qualité. Sont considérées comme "bonnes", les choses qui sont (ou peuvent être) diffusées en masse et à bon marché. La quantité remplace la qualité. Un journal s'"améliore" à mesure que son tirage augmente. Est, à l'inverse, peu défendable, ce qui n'est pas diffusé en masse – de telles choses sont "élitaires", ce qui n'est de toute évidence "pas bon". Ce sont ces associations qui engendrent les discussions sur l'"accessibilité", la "participation" et la "mixité sociale". Le rôle traditionnel du critique, qui consiste à confronter un produit à des critères d'évaluation généraux et à sa capacité à réaliser ou non son objet, disparaît. Ces glissements se font jour non seulement dans tous les secteurs de la production culturelle, mais aussi dans le monde de la politique, de l'enseignement et de la vie associa-

tive. Le "bon" est ce qui attire tout le monde et est accessible à tout un chacun.

2. C'est ainsi que sont dénaturés d'autres critères de qualité et que sont évaluées unilatéralement les conditions de production de la culture. Aucune étude scientifique sérieuse ne peut être menée indépendamment de programmes dignes de ce nom et moins encore, par n'importe qui. Un enseignement de qualité présuppose qu'on lui consacre de l'espace, du temps et de l'argent (pour le renouvellement et la recherche). Un bon roman, une bonne production théâtrale, un film ou une œuvre artistique de qualité exigent également certaines conditions de production qui sont "élitaires" en ce sens qu'elles ne peuvent être réalisées pour tous ni par tous, ni de n'importe quelle manière. Un journalisme sérieux requiert des conditions de production dans lesquelles un statut convenable, la mise à disposition des moyens nécessaires pour travailler sérieusement, l'occasion d'approfondir en toute sérénité un sujet, le temps et les moyens d'assurer sa crédibilité, sont essentiels. On ne peut lésiner constamment sur les conditions de production qu'au détriment de la qualité. Or dans le monde de la culture, des médias et des sciences, l'orthopraxie, qui consiste à "faire semblant", à "fal-sifier", est de plus en plus fréquente: on accomplit des actes qui tendent à donner une impression de qualité, alors que les produits sont réalisés dans des conditions totalement insuffisantes – ainsi du journaliste sous-payé qui, faute de temps, joint à son article des éléments de forme comme des statistiques, des graphiques et autres afin de donner une impression de qualité. Il en va de même pour les débats et les "talk shows", qui substituent

aux discussions équilibrées, nuancées et fouillées une confrontation entre adversaires totalement inconciliables. L'impression d'objectivité ainsi obtenue renforce encore le sentiment d'assister à l'expression d'opinions libres et arbitraires. Autre système: le journaliste interrompt fréquemment l'interviewé pour donner le sentiment que, doté d'un véritable esprit critique, il ne laisse rien "passer", alors que rien ne témoigne en réalité de sa connaissance approfondie du sujet. A chaque fois est avancé l'argument de l'"accessibilité" et toute critique envers la manière de procéder, rejetée comme étant "élitaire", "déphasée" ou émanant du haut d'une tour d'ivoire. Le phénomène ne s'en apparente pas moins à une "disneyfication", c'est-à-dire à l'expression d'une "apparence" plus vraie que vraie. Les conditions de production indispensables à la qualité que sont l'indépendance, la liberté, le temps, la consistance, l'expérience, les moyens, le contrôle interne et la critique sont, simultanément, systématiquement balayées.

3. Ceci se vérifie également dans le domaine politique, où l'on ne cherche plus à savoir si les points de vue exprimés sont valables sur les plans éthique, historique ou idéologique par exemple, mais seulement s'ils sont "vendables". Le débat politique est ramené à ce qu'autorise le format des médias: l'info-récréation, quelques bons mots lancés au passage, une opposition réduite à sa plus simple expression, un certain sens commun et une clarté à toute épreuve sont aujourd'hui la norme... Cette simplification n'est au surplus plus présentée comme une manœuvre "éducative", mais comme la quintessence même de la politique. Elle va donc de pair avec un anti-

intellectualisme grandissant, avec le refus des “mots difficiles”, l’horreur de la complexité, de l’intelligentsia, de la scientificité. Ce mouvement d’anti-intellectualisme est essentiellement fondé sur l’aversion envers l’analyse critique, qui donne nécessairement une image plus complexe, moins claire et souvent aussi plus nuancée des faits. Contenu et critique sont donc détrônés par la forme.

4. Il faut d’une manière générale déplorer l’érosion du “sérieux” et de la “consistance”. Aujourd’hui, quantité de points de vue, d’opinions, d’images et de produits culturels passent pour être sérieux, alors qu’ils ne sont rien d’autre qu’une forme d’info-récréation. L’orthopraxie (le “faire-semblant”) est souvent utilisée comme technique. Big Brother est présenté dans le magazine du même nom avec force explications “scientifiques” formulées par un psychologue; les “talk shows “télévisés mettent en scène des panels de “spécialistes” chargés de commenter des trivialités; des professeurs d’université sont invités à réexpliquer ce que des journalistes viennent d’énoncer; des experts collaborent à des programmes de divertissement, comme des “tests nationaux”, qu’ils ponctuent de maints commentaires orthopraxiques. Anecdotes et on-dit passent pour être des faits “sérieux”, qui présentent un intérêt général du point de vue de la société. Or puisque tout est si simple, pourquoi encore s’évertuer à lire des ouvrages? L’érosion du débat de qualité exclut ou déforme toute nuance et pondération, ainsi que toute pertinence sur les plans éthique et social. Tout ceci rend flou le statut des (véritables) produits de qualité, la frontière entre le “vrai “et le “sem-

blant” devenant de plus en plus vague. Or, la massification fait de l’ersatz une référence de qualité de plus en plus “sérieuse”. Et lorsque la frontière s’estompe, c’est le prix qui vient à faire la différence.

Des politiciens comme Pim Fortuyn, Silvio Berlusconi ou George Bush sont de parfaits exemples de ce phénomène. La nouvelle politique de droite qu’ils mènent ou ont menée est entièrement basée sur le potentiel de massification. La démocratie et le pouvoir sont entièrement assimilés à l’accessibilité et à la démagogie. Tout point de vue qualitativement plus solide, mais moins “vendable”, est voué à l’échec. La “droitisation” a tout intérêt à voir le débat de qualité se perdre et à laisser la logique du marché prendre le pas sur la substance. C’est en prétendant que ce qui se vend le mieux est aussi le meilleur et le plus démocratique que des “politiciens de grandes surfaces” comme Fortuyn ont pu se poser en innovateurs de la démocratie. La nouvelle droite tire une partie de son pouvoir de son attrait démocratique, qui est basé sur l’idée que tout ce qui se prête à la massification est d’office démocratique. Cette conception, récupérée depuis longtemps déjà par d’autres partis politiques, reste toutefois l’apanage de la droite.

Résister et développer des solutions de rechange

Nous baserons notre réflexion sur la menace drainée par le populisme, qui banalise le discours de l’extrême-droite, allant même jusqu’à s’exposer à la tentation autoritaire. Nous avons situé l’essentiel du diagnostic sur le plan des caractéristiques du capitalisme de consommation que sont la massification et

l’influence de celle-ci sur les notions que d’aucuns ont de la qualité. Il nous faut à présent réfléchir, à la lumière des récents débats culturels et des campagnes électorales à venir, aux stratégies de résistance possibles. La résistance doit également s’opérer au niveau du système et pas seulement à celui des symptômes. Une position de refus permet du reste de mieux embrasser du regard les autres manières de vivre que propose la société. Jamais un nouveau schéma de pensée ne pourra se développer sans un certain recul préalable.

1. Une première stratégie de résistance consiste à mettre les questions de la qualité au centre des préoccupations. Pour ce faire, il faut en finir avec l’assimilation généralisée de la “qualité” avec “ce qui se vend”. Les producteurs se vantent de fournir de la qualité: les médias prétendent informer, certains quotidiens vont jusqu’à se qualifier de “journaux d’opinion”, maints produits culturels se disent indispensables. Il convient donc de comparer ces assertions avec la valeur réelle du produit considéré. Par exemple: les informations fiables émanent-elles bien des journaux? Les débats présentent-ils vraiment une analyse des mouvements politiques? La forme est-elle réellement adaptée au contenu que l’on souhaite transmettre? Il faut bien entendu procéder de manière comparative et avec un sens aigu des réalités. En tout état de cause, l’argument dominant selon lequel un produit doit avant tout se vendre n’est pas en soi une démonstration qualitative acceptable. D’où l’importance du faible coût, ce qui nous incite à réfléchir à la question des conditions de production. Peut-être convient-il d’envisager de nouvelles formes d’ONG, porteuses d’une

critique innovante: surveillance des médias, contrôle de la politique, contrôle de la qualité de ce qui entre dans le domaine public ainsi que du débat public, etc.

2. Une deuxième stratégie de résistance consiste à refuser de consommer ou, mieux encore, à adopter comme critère la conformité qualitative. Le capitalisme de consommation tablant principalement sur le comportement de consommation, la stratégie de résistance la plus puissante consiste à refuser de consommer – là commence du reste le respect de soi. Lorsque le contenu d’un quotidien se réduit à des commérages et que ce média n’est en outre pas indispensable à l’information, sa prétention affichée de qualité est fallacieuse: il faut cesser de le lire. Lorsqu’un programme d’informations politiques est réduit à de l’info-récréation, il faut refuser de le considérer plus longtemps comme une référence en matière de débat sociétal. A chaque revendication de qualité doit donc être opposée une alternative qui soit plus proche de la complexité réelle. Le temps est une denrée rare. En ce qui concerne les services publics, nous revendiquons le droit à une information et à un débat dignes de ce nom.

3. Une troisième stratégie consiste à se faire les gardiens de la déontologie, c’est-à-dire à réintroduire l’éthique professionnelle, les valeurs et le respect de soi des producteurs de culture. Nous nous laissons trop aisément acheter. Ainsi est-il possible de refuser de collaborer ou de se conformer à certains formats: lorsque l’on constate que certaines conditions de production font obstacle à la qualité, l’on se doit de refuser d’y collaborer. Les journalistes chargés d’effectuer un

reportage ou une interview sans y être suffisamment préparés doivent pouvoir décliner cette responsabilité. Les scientifiques qui se voient confier une mission de recherche insensée, qui ne peut aboutir qu'à des résultats contestables, peuvent refuser d'obtempérer. Les artistes sollicités pour se produire d'une façon purement instrumentalisée doivent pouvoir exprimer leur refus. Il faut toujours avoir voix au chapitre. Journalistes, artistes, hommes politiques, scientifiques et enseignants ne seront crédibles que s'ils sont dignes de confiance. Il est en effet insensé de continuer à évoluer dans un système de production culturelle si l'on est systématiquement mécontent des produits proposés. Les producteurs sont responsables de leurs produits.

4. De nouveaux circuits et réseaux doivent être créés, qui mettent l'accent sur la qualité en lieu et place de la massification. Les liens entre les professionnels de divers secteurs peuvent engendrer la production de produits culturels de rechange et de qualité supérieure. Les réseaux alternatifs doivent soumettre les produits culturels existants à une nouvelle critique et mettre en place de nouvelles plates-formes et canaux en faveur d'une culture de débats. Se livrer à une "guérilla intellectuelle" et développer une "culture d'opposition" est aujourd'hui plus important que d'être cité dans les médias. Il devrait être possible d'étudier la manière dont la mise en réseau d'initiatives à petite échelle peut contribuer à élargir leur portée et à améliorer leur visibilité.

5. Au départ d'un tel champ culturel alternatif interdisciplinaire, la culture de débats doit être

stimulée par la lutte systématique contre le populisme. Le combat doit d'abord être mené sur le plan du contenu, mais il doit aussi s'inscrire sur les plans de la reconquête d'une plate-forme publique et de la mise en échec du monopole populiste qui caractérise les structures de communication. Une culture du débat est une culture de la différence, de la confrontation d'idées de rechange dans un climat susceptible de mener à une évolution des points de vue. Elle est donc également culture de rencontre, d'apprentissage de l'autre, de recul des limites individuelles.

Les intellectuels et les artistes invités à participer à des programmes radiophoniques ou télévisés doivent refuser de se laisser conduire comme des moutons à l'abattoir du nivellement par le bas. Ils doivent au contraire tenter de mettre en évidence les hypothèses qui sous-tendent le format en place et les remettre en cause. Pierre Bourdieu et Jacques Derrida, tous deux auteurs d'analyses pertinentes sur la télévision, ont à un certain moment refusé de collaborer aux programmes télévisés pour lesquels ils n'avaient pas été consultés quant à la forme, au script et à la durée. Les programmes ainsi produits étaient le résultat d'un dialogue critique poussé avec les téléastes. L'attention que les producteurs culturels leur accordent dans les médias est en effet encore trop souvent perçue avec un plaisir enfantin par les personnes qui en sont l'objet. Comme les producteurs culturels sont censés fournir le contenu d'un grand nombre de programmes, l'on peut – et l'on doit – se permettre de démonter et d'assembler autrement la forme de ces programmes. Si le format n'autorise pas de concessions, il faut tout simplement refuser de participer plus avant.

Il en va de même pour les rapports avec les journaux et les périodiques. Un article d'opinion de deux pages dactylographiées est généralement considéré comme beaucoup trop long par ces journaux mêmes dont les suppléments week-end nous bassinent avec d'interminables articles de faits divers! Mais les artistes et les intellectuels doivent pour leur part éviter de se laisser entraîner à s'exprimer dans des rubriques traitant de leurs restaurants préférés et de leurs loisirs. Beaucoup trop nombreux sont les producteurs de culture qui tombent dans le piège, fût-ce parce qu'il y a toujours un livre, un CD, un programme, une production théâtrale ou un film qui doit se vendre et parce que "les petits ruisseaux font les grandes rivières". Il est grand temps de s'intéresser à la déontologie, non seulement en ce qui concerne les conditions de production, mais aussi sur le plan des conditions de la médiatisation des productions culturelles. Les artistes ne sont pas crédibles dans leur lutte contre le populisme s'ils passent sans cesse et sans discernement dans les programmes télévisés.

6. Ce dernier pas est une étape vers la mobilisation. L'absence de conscience syndicale parmi les producteurs culturels est frappante. Cette conscience est dans une certaine mesure présente chez les artistes de scène, mais inexistante ou presque chez les autres vedettes, écrivains, intellectuels, journalistes, scientifiques et autres producteurs culturels. Le modèle de production fondé sur la concurrence y est bien sûr pour quelque chose; il n'en reste pas moins que ces intervenants se résignent bien trop aisément, à cause de leur "amour pour leur métier", aux conditions de travail. Ce dont ont besoin les producteurs

culturels est un esprit de corps, qui soit susceptible d'engendrer des actions et des stratégies de boycottage efficaces au départ d'un syndicalisme intellectuel. L'engagement sociétal engendré par la profession et/ou la mission doit être repensé.

7. L'objectif final consiste à reconquérir le droit à sa propre voix et à élever celle-ci d'une manière à la fois autre et divergente. La critique limitée à l'opposition, qui ne rejette pas en bloc l'hégémonie existante, n'est pas une critique mais un commentaire. La démocratie médiatisée et commercialisée fonctionne comme le font la publicité, le populisme et l'extrême droite: "nous disons ce que vous pensez"; "notre offre s'adapte à votre demande". Cette attitude va en outre souvent de pair avec la diabolisation de l'Autre, qui s'étend de l'allochtone au critique. Or il y a de l'essence même de la démocratie que de pouvoir revendiquer son droit de réponse: "je dirai moi-même ce que je pense!"

Les stratégies culturelles de l'ethno-populisme

Joël Roucloux
Historien de l'art et des idées politiques.

Nous avons affaire tout à la fois à un “antimondialisme”, à une phobie du métissage (tant biologique que culturel) et à un anti-individualisme.

Excellence culturelle et convictions démocratiques

“Quand j’entends le mot culture, je sors mon revolver”. Cette phrase erronément attribuée tantôt à Goering, tantôt à Goebbels, est citée comme un leitmotiv dans nombre de discours sur les relations entre la culture et la démocratie. Dans cette perspective, la figure de l’ennemi de la démocratie paraît coïncider avec celle de l’ennemi de la culture. Le combat du démocrate contre le militant des droites radicales ressemble ici à s’y méprendre à un face à face entre le Civilisé et le Barbare. La haute Culture se représente à elle-même comme étant démocratique par essence et il n’y a aucun sens à parler de “culture d’extrême droite”. La lutte contre l’extrême droite apparaît dans ce cas de figure extrêmement simple: les territoires de la Barbarie et de l’incivilité se réduiront tout naturellement avec la propagation de l’éducation et de la Culture.

Mais il existe une tout autre tradition de pensée qui met au contraire en évidence le phénomène de la séduction et de la compromission des élites, notamment culturelles, dans le cadre des régimes antidémocratiques du XXe siècle et tout particulièrement dans le cadre du régime nazi. Aujourd’hui même, des organisations culturelles proches des droites radicales célèbrent ces écrivains compromis ou ces artistes maudits. La “Nouvelle droite” française, fondée en 1968, et toujours active, demeure l’exemple type d’une organisation de droite radicale et néanmoins savante qui considère qu’une stratégie de la revanche passe par la reconquête des esprits sur le plan culturel. Cette stratégie de reconquête a été ingénieusement baptisée le “gramscisme de droite”. Elle consiste notamment à pratiquer l’“entrisme” dans les maisons

Joël Roucloux

d’édition et à diffuser des revues qui travaillent de manière souvent très habile à ce que l’on appelle généralement de manière peu précise “la levée des tabous”.

Depuis 1968, l’atmosphère a changé dans un sens qui pourrait être de nature à réjouir les intellectuels des droites radicales. Certes, il est impossible de faire la part des circonstances et du travail idéologique dans cette évolution des mentalités. Mais il n’est pas indifférent de noter que la dette d’un Bruno Mégret, d’un Filip Dewinter ou d’un Gianfranco Fini à l’égard de ces cercles culturels est avérée. On peut supposer en outre que l’influence de ces cercles demeure déterminante dans ce qui nous occupe ici: la définition de politiques culturelles.

Lorsque l’on prend conscience du fait que non seulement les notions de “Culture” et d’“extrême droite” ne s’excluent pas mais qu’il y a un sens à parler de “culture d’extrême droite”, les certitudes — et la bonne conscience qui les accompagne — volent en éclat. L’éthique, l’esthétique et le politique peuvent entrer en tension l’un avec l’autre: ils ne sont pas forcément toujours ensemble du bon côté de la barricade. Le militant radical de droite non seulement peut ne pas ressembler à la caricature du skinhead vociférant mais il peut même apparaître comme non moins policé et cultivé que celui qui le dénonce.

De manière plus redoutable encore, l’intellectuel des droites radicales peut lui-même prendre la défense de la “haute Culture” contre la “barbarisation”. La figure de la Barbarie n’est plus dans ce cas le fascisme ou

le nazisme mais bien l’“américanisation” ou encore la “macdonaldisation” de la “vraie” culture. Cette critique peut parfaitement emprunter son vocabulaire à la rhétorique situationniste de la dénonciation de la “Société du Spectacle”. L’intellectuel soucieux de combattre la diffusion de la pensée d’extrême droite constatera avec étonnement que telle revue cite positivement Antonio Gramsci ou Guy Debord non sans les avoir curieusement associés, il est vrai, à tel idéologue droitier oublié, actif sous la République de Weimar. La question mérite d’être posée brutalement: associer trop étroitement la prétention à l’excellence culturelle et la défense des convictions démocratiques ne relève-t-il pas d’une confusion? Il y a pire: cette confusion ne conduit-elle pas à une grave erreur stratégique?

L’ethnicisme contre le “déracinement”

Ces paradoxes et ces difficultés n’ont pas manqué d’être discutés au sein du groupe de réflexion francophone. Sommes-nous bien certains de tous donner le même sens aux mots de Culture ou de Démocratie? Est-on bien sûr que l’expression extrême droite renvoie à une définition précise? Et y a-t-il un sens à prendre l’extrême droite pour cible privilégiée dès lors que nombre d’idées qui sont susceptibles de nous choquer sont reprises par certains partis traditionnels voire même deviennent un peu celles de monsieur tout le monde? Une majorité semble s’être dégagée pour reconnaître qu’il serait probablement plus facile de définir une “culture d’extrême droite” qu’une culture démocratique”. Les inquiétudes sont légitimes mais sur quelles certitudes s’appuyer pour relever le défi?

Peut-être apparaît-il de bonne méthode d'essayer de définir ce que peut être la culture de l'extrême droite et ensuite de voir si ses représentations se diffusent plus largement dans le champ politique et dans la société. Dans les droites intellectuelles radicales que j'ai eu l'occasion d'étudier, tout renvoie sans cesse aux notions d' "identité", de "terroir", d' "enracinement". Le mot-clef me paraît être celui d'ethnicisme: la défense de l'identité culturelle est présentée comme la finalité même de l'action politique. Cette identité est définie de manière étroite et exclusive en relation avec un terroir, une "patrie charnelle". Nous avons affaire à une définition naturaliste de la communauté et de l'identité: ces dernières sont implicitement comparées à des organismes vivants qui risquent de dépérir si on laisse leur prétendu "milieu naturel" se dégrader. La politique emprunte volontiers ses expressions à une sorte d'écologie radicale appliquée aux groupes humains: le "peuple véritable" doit se défendre contre les différentes forces de dissolution qui le menacent; l'homogénéisation, les mélanges, les dissidences. Nous avons affaire tout à la fois à un "antimondialisme", à une phobie du métissage (tant biologique que culturel) et à un anti-individualisme.

Au-delà de l'extrême droite: l'antimondialisme et l'anti-individualisme

La position la plus discréditée et la plus marquée à l'extrême droite au sein de cette trilogie est assurément celle qui porte sur les mélanges et l'ouverture culturelle. On peut donc douter que ce terrain, certes fondamental mais éminemment connoté et immédiatement reconnaissable, soit le terrain

privilegié des stratégies culturelles émanant des droites radicales. On peut supposer que l'accent sera mis plus volontiers sur les inquiétudes susceptibles d'être ressenties bien au-delà de l'extrême droite traditionnelle. Il s'agit d'abord du thème de la sauvegarde de la diversité culturelle et du "droit à la différence" contre les diverses menaces d'homogénéisation. Ce thème, en soi légitime, est traité par les droites radicales de telle manière qu'il finit par se retourner contre tout horizon universaliste. Il s'agit ensuite du procès de l' "individualisme" qui est rabattu sur les figures de l'égoïsme et du narcissisme. La communauté serait menacée par une culture débridée de l'ego. On critiquera, par exemple, non pas, sans doute, la "liberté de l'artiste" en tant que telle mais sa "liberté absolue" ou "sans entraves". Le tout est ici de savoir ce que peut bien vouloir dire la notion de "liberté relative" dans le champ de la création artistique surtout si cette relativité est définie au nom de considérations ethnicistes...

Mon propos n'est pas de diaboliser la critique de l' "individualisme" en général mais d'attirer l'attention sur ce point où elle risque de se retourner contre le libéralisme intellectuel. Mon hypothèse sera que les thèmes croisés de l' "antimondialisme" et de l'anti-individualisme radical risquent toujours de se retourner contre le principe d'ouverture culturelle quand bien même la hantise des mélanges n'est pas formulée comme telle. D'une certaine manière, les droites radicales opèrent une synthèse d'idées qui sont dans l'air du temps et ils en tirent des conséquences brutales mais pas nécessairement incohérentes. Les démocrates qui souhaitent critiquer certains aspects de la

mondialisation ou critiquer une certaine forme d' "individualisme" devraient prendre garde à bien préciser leurs valeurs de référence et à bien choisir leur vocabulaire de telle sorte que toute confusion ou toute interaction avec les discours des droites radicales soit impossible.

La force de conviction et la capacité de séduction de l'ethnicisme n'est pas négligeable, non seulement parce qu'il peut se réclamer de figures plus ou moins prestigieuses dans l'histoire des idées, mais encore en raison de sa cohérence idéologique. La plupart d'entre nous se prononceront probablement contre l'homogénéisation culturelle de la planète et, tout à la fois, pour l'universalisme.

Or, il n'est pas toujours si facile et si évident d'articuler ces deux positions de manière claire et concrète. De même nous nous proclamerons pour l'esprit critique et l'autonomie des individus mais contre l'égoïsme. Malheureusement le mot fourre-tout d'individualisme amalgame ces réalités très différentes. Il n'est pas impossible que les intellectuels d'extrême droite soient plus au clair avec leurs mots et leurs concepts que les démocrates ne le sont avec les leurs. Les droites radicales tranchent dans le vif de ces difficultés sémantiques, elles exploitent les faiblesses et les impensés du vocabulaire par une simplification qui peut être efficace du point de vue de la propagande. Il ne suffit pas de dénoncer les raccourcis de l'extrême droite. Il faut encore comprendre que ces raccourcis sont élaborés de manière à convaincre et à séduire, à rencontrer une attente idéologique. Un autre type de simplification porte sur la définition même du mot culture qui nous concerne directement.

Qu'est-ce que la "bonne" culture?

Dans l'intitulé "Culture et Démocratie", le mot de culture renvoie essentiellement à l'ensemble des formes de création et d'expression liées aux différentes disciplines artistiques. Mais dans le jeu des discussions, il n'est pas toujours facile d'échapper à l'extrême polysémie de ce mot. L'idéologie ethniciste consiste précisément à rabattre la notion de culture telle que nous l'entendons sur la définition de la culture propre à l'anthropologie culturelle, c'est-à-dire l'ensemble des traditions, des institutions et des représentations symboliques dans lesquelles se reconnaît spontanément une communauté historique et linguistique donnée.

Avec cette différence, encore une fois, que la communauté culturelle (dans le sens anthropologique du terme) est ici naturalisée, comparée à un organisme vivant dont il s'agit d'assurer la sauvegarde et de maintenir la "pureté" (une pureté fantasmatique, cela va sans dire). Le mot culture emprunté à l'anthropologie culturelle est ici un euphémisme qui masque et atténue la radicalité des conceptions ethnicistes. Il conviendrait ici de développer la notion d'ethnie et de montrer comment cette notion a constitué un compromis historique et linguistique douteux entre les notions de race et de culture.

Du coup, les droites radicales peuvent répondre à la question "Qu'est-ce que la bonne Culture?" par une sorte de tautologie, de fausse évidence: "La bonne culture (dans le sens artistique du terme), c'est ce qui est bon pour la culture (dans le sens ethniciste du terme)". Pour le dire en langage décodé:

“nous soutiendrons les créations artistiques qui contribueront à souder et à exalter notre communauté naturelle”. La “mauvaise” culture, ce seront toutes les causes de “dissolution” et de “déracinement” évoquées plus haut.

Face à ces divers constats, il apparaît qu’une bonne partie de la réflexion reste à engager. Y a-t-il par exemple un sens à ce que les démocrates définissent ce qu’est à leurs yeux la “bonne culture”? Autrement dit, y a-t-il un sens à opposer des bonnes valeurs culturelles démocratiques aux mauvaises valeurs ethnocistes? De mon point de vue, la solution n’est pas dans une sorte de dirigisme alternatif, dans une contre-normativité. Peut-être s’agit-il simplement de défendre sur le terrain culturel des valeurs fondamentales de la démocratie moderne: le libéralisme intellectuel et le pluralisme (c’est-à-dire un pluralisme interne à la communauté politique). C’est précisément sur cette question du pluralisme, cependant, qu’il s’agit de penser un autre défi lancé par les cercles intellectuels des droites radicales.

“Pluralisme” et “totalitarisme”

En jouant sur les mots, ces dernières se présentent en effet comme les véritables défenseurs du “pluralisme” parce qu’elles luttent contre l’homogénéisation de la planète. Nous savons en effet qu’elles revendiquent la pluralité des cultures mais que leur définition de la culture exclut le pluralisme interne, la diversité des courants et des opinions. Les seules différences que les droites radicales reconnaissent et valorisent sont les différences entre les groupes

humains. De manière plus redoutable encore, elles accusent la modernité artistique d’être caractérisée par un véritable “totalitarisme”. On assiste ainsi à un véritable retournement, à un retour à l’expéditeur des accusations traditionnelles contre l’extrême droite: les “totalitaires” ne seraient pas du côté que l’on croit. Le problème, c’est que cette accusation de “totalitarisme” portée contre la modernité artistique est, malheureusement, loin d’être confinée aux droites radicales. Cette mise en accusation virulente et viscérale doit bien sûr être distinguée d’une critique nuancée et circonstanciée de tel ou tel aspect de l’art moderne et contemporain. Il convient de répondre à ce confusionnisme et à ce révisionnisme artistiques sur les faits en repensant les relations implicites qui existent entre la liberté artistique et les libertés politiques.

On peut d’ailleurs supposer que cette accusation de totalitarisme portée contre les différents mouvements artistiques du XXe siècle n’est pas sans conséquences sur le plan démocratique. À travers le cas des arts plastiques, on soutiendra que c’est la “modernité” elle-même, dans tous ses aspects, qui est “totalitaire”. Ce discours de retournement ou de rétorsion n’est, encore une fois, pas propre à l’extrême droite mais elle y a apporté sa contribution et a toute raison de penser qu’elle peut en tirer profit.

Les questions qui ont été évoquées dans ce texte ne sont pas sans lien avec les diverses querelles qui ont secoué le landernau parisien ces dernières années: la “querelle de l’art contemporain”, la querelle des “nouveaux réactionnaires”. Hélas, de vrais enjeux semblent ici associés à des luttes internes à l’in-

telligentsia ainsi qu’à une théâtralisation hystérique incompatible avec une véritable culture du débat. Pour notre plus grande surprise et notre plus grande confusion, c’est la même revue, *Esprit*, qui a paru passer en quelques années du banc des accusés à celui du procureur. Cette manière agaçante de plomber le débat ne doit cependant pas nous dispenser d’appréhender les enjeux réels dont ces intellectuels compromettent sans doute l’élucidation mais qu’ils contribuent au moins à mettre en évidence. Les questions évoquées ici ont également à voir avec le débat américain entre “libéraux” et “communautariens”.

Ethnicisme et populisme

Dans la réflexion qui précède, j’ai mis l’accent sur la notion à mon avis centrale d’ethnicisme. Je ne développerai pas ici les relations qui pourraient être faites avec d’autres notions politologiques traditionnelles dans l’étude des droites radicales comme le “racisme” et le “fascisme”. Il apparaît qu’un mot particulièrement en vogue aujourd’hui est celui de “populisme”. Comme l’ont montré, par exemple, des dossiers spéciaux des revues *Mots* ou *Vingtième siècle*, ce mot particulièrement flou fait l’objet d’instrumentalisations idéologiques dans des sens très divers. Qui dit “populisme” suppose la référence à un “peuple” réel ou véritable, ce qui implique qu’il y ait des gens qui ne seraient pas dignes de ce “vrai” peuple. Le démagogue populiste affirme qu’il défend bien mieux et à lui seul ce peuple “réel” que les élites autoproclamées et “corrompues” qui sont censées le représenter. Le populisme renvoie à une pratique, la démagogie, bien plus qu’à une idéologie constituée.

Certes, les idéologues ethnocistes sont des démagogues mais ils ne sont pas que cela, ce ne sont pas seulement des opportunistes: ils sont viscéralement attachés à l’ “identité” fantasmatique qu’ils proclament défendre. Je propose de qualifier d’ethnopolitisme le phénomène qui retient notre attention: j’entends par là l’idéologie ethnociste telle qu’elle fonctionne non plus dans les cercles intellectuels et les laboratoires d’idées mais dans le cadre de partis constitués appelant à la mobilisation des masses.

Lutte contre les politiques culturelles de l’extrême droite et marchandisation de la culture

Un débat important et intéressant qui a marqué nos groupes de travail concerne l’opportunité d’établir un lien étroit entre ce dont il a été question dans ce texte et le climat socio-économique général. En ce qui me concerne, je serais le dernier à recommander d’abandonner le thème de l’anticapitalisme à l’extrême droite. Je dirais même qu’à mon sens, le combat pour la solidarité est au moins aussi important et aussi urgent que le combat contre l’ethnopolitisme. Mais, depuis les années 80, la situation a évolué et nous contraint à nous adapter. Tant que Le Pen se réclamait, sur le plan social et économique, de Reagan et de Thatcher, les choses étaient simples et la bonne vieille fusion “gauchiste” entre l’antifascisme et l’anticapitalisme paraissait aller de soi. Les choses sont plus difficiles depuis que, sous l’influence de l’idéologue néodroitier Bruno Mégret, le Front national français a opéré sa volte-face sociale et fait, avec succès, du monde ouvrier un terrain de conquête électorale privilégié.

L'apologie de la concurrence interindividuelle et l'exaltation des prétendues communautés naturelles renvoient à des idéologies bien distinctes. On ne saurait donc appréhender l'ethnicisme et la marchandisation de la Culture dans le cadre d'une seule et même démarche. Face au sentiment diffus de précarité d'une partie de la population (précarité tant sur les plans social, sécuritaire qu'identitaire), l'extrême droite prétend apporter non pas seulement une sécurité policière mais encore une sorte de supplément d'âme: le discours sur l'identité répond à une véritable attente de sécurité symbolique.

Dénoncer les sous-entendus et les conséquences de cette conception de l'identité sans avoir rien à dire sur les causes sociales de ce sentiment de précarité pourrait certes apparaître à la fois comme un coup dans l'eau et comme un luxe d'intellectuel. Il ne sert de rien de brandir les couleurs du libéralisme et pluralisme intellectuels si l'on n'a plus rien à dire sur la notion de solidarité. Mais ces dernières remarques me paraissent valables dans le cadre d'une stratégie globale contre la montée de l'extrême droite. Est-ce bien là notre ambition? Notre contribution porte au contraire sur un aspect particulier, souvent négligé, de cette lutte.

Après avoir essayé de préciser ce que pourrait être notre cible — les conceptions culturelles de l'ethnopolitisme — je proposerais donc à la discussion l'idée que notre réflexion doit se garder de deux écueils. Premièrement, si nous acceptons l'idée qu'une culture élaborée peut se retourner contre l'éthique, nous ne devons pas nous contenter de reconduire l'opposition simpliste entre le Civilisé et le Barbare. Deuxièmement, la lutte contre les conceptions et les politiques culturelles de l'extrême droite est, dans le cadre qui est le nôtre, un but en soi qui doit être clairement distingué de la lutte contre l'imaginaire concurrentiel promu par certains médias. Quitte à mieux penser, dans un second temps, les interactions éventuelles entre ces deux phénomènes.

Dan Van Raemdonck
*Président de la Ligue des droits
de l'Homme, linguiste*

La culture à travers le prisme des programmes de différents partis d'extrême droite en Europe

Le futur de demain, c'est le passé d'avant-hier, démontré dans un programme qui se veut rassurant face à une mondialisation déstabilisante.

Je me suis plus particulièrement penché sur les contenus des programmes politiques des extrêmes droites en Europe en matière de culture. A travers l'analyse des programmes du Front National de Belgique, du Front National en France, du Vlaams Blok en Flandre et enfin du FPÖ en Autriche, nous pouvons en percevoir les points communs, comme les discordances.

D'une façon générale, on constate que les textes francophones sont plus littéraires et n'hésitent pas à faire appel à la rhétorique pour dialoguer (polémiquer) implicitement avec leurs opposants, alors que les textes néerlandophones comme autrichiens sont plus secs, moins narratifs, par leur présentation quasi-juridique, niant quasiment l'existence d'autres points de vue.

Commençons par étudier le programme du Front National de Belgique. Il y a là une constante très manichéenne. On y oppose le Bien, dont le Front se porte garant, à travers des concepts tels que la sécurité, contre le Mal incarné par les autres, les étrangers qui sont ce magma instable et dangereux pour l'équilibre de la société. Le discours est presque celui de victimes, qui réclament la liberté d'expression comme si les adhérents au Front en étaient privés (on assiste là à un de ces retournements d'arguments dont ce type de partis a le secret)...

Quant au combat de ces derniers, il réside dans la bataille contre les médias, véritable fléau contre l'ordre car il instaure un laxisme en levant toutes normes et règles claires. Pour lutter contre ce danger envahissant, il faut se baser sur une "bonne" éducation: celle-ci serait faite de travail, d'effort et

de discipline, pour construire le “destin commun de la nation”, afin de lutter contre une “société multiculturelle, magma d’individus sans racines et sans destin”!

Toutes ces thèses nous montrent à quel point il y a un besoin d’homogénéité à travers une seule et unique culture. On reconnaît une certaine diversité culturelle mais chacun, dans cette diversité, doit rester sur son territoire: “la cohabitation de cultures différentes ne peut mener qu’au métissage culturel” et le métissage culturel, dans la vision du Front National de Belgique, ne peut conduire qu’à l’appauvrissement de la culture sur son territoire.

Pour ce qui est du programme du Front National en France, le terme de culture s’entend à travers celui de Civilisation. En ce sens, il fait appel à une Histoire, celle de la France, rassurante et bonne: “la civilisation élève l’Homme contre la barbarie (...); elle fournit des racines spirituelles et naturelles” (mais la sécurité reste le fond de commerce du FN qui illustre la volonté d’inscrire une identité et une stabilisation de la nation). On se trouve face à un retournement d’arguments à travers l’emploi de “génocide culturel” pratiqué par une politique de l’établissement (pour ne pas dire establishment) qui contribue à “l’extinction biologique” par la “submersion migratoire”.

“La culture à la Malraux” (Malraux pour bien souligner qu’il était d’engagement marxiste, même si l’on oublie au passage qu’il était surtout gaulliste...) a détruit la civilisation de façon systématique en rendant les français amnésiques sur leur propre sol. Pour le FN, la civilisation doit alors être à la fois état et mou-

vement, dans un tout ordonné (l’ordre sécurisant offre la stabilité, face à l’instabilité des modes aculturées, et conforte la triade originelle, Beau, Bien, Vrai, dont il est le garant). Par “civilisation”, il faut entendre la gastronomie, les cathédrales, l’harmonie des paysages et des jardins tels ceux de Versailles, ce qui n’exclut pas pour autant le mouvement, signe de vie.

Enfin, ce discours redondant se retrouve bien sûr dans la lutte contre la marchandisation, la mondialisation, voire “la staracadémisation” qui met sur le même pied Mozart et le rap, discours que l’on retrouve dans le programme du Front National de Belgique. Prenons garde, pour notre part, de rejoindre ces partis sur leur terrain argumentatif, même si parfois leur ennemi (la marchandisation, ...) peut également être le nôtre. Il nous faut éviter toute légitimation.

Par un retournement d’arguments, il est sous-entendu que l’Etat serait totalitaire. Il subventionne donc une culture totalitaire, par la même étatique et uniforme, où la laideur, le négatif et le non-sens sont sacralisés (notamment la “culture Lang”). La véritable civilisation contrecarrerait tous ces dérapages puisqu’elle est le fruit du Beau. On s’oppose à la culture de masse qui est là pour hébéter le peuple et qui a pour seul objectif de faire de l’argent, où le show business obéit aux ordres des lobbies (lesquels ? on ne nous le dit pas) par opposition à la culture populaire qui découle directement de la vie quotidienne des individus.

Pour le FN, le folklore est la véritable culture française alors que la culture branchée n’ex-

prime qu’une instabilité des valeurs, illustrée par “le vite fait, vite vu, vite oublié”, “dont le néant n’a d’égal que la loghorrée qui la promotionne”. Il faut dès lors résister au conditionnement marxiste et à l’impérialisme culturel cosmopolite. Ici, le futur de demain, c’est le passé d’avant-hier (voilà leur idée du mouvement), démontré dans un programme qui se veut rassurant face à une mondialisation déstabilisante. Le lecteur non avisé a tous les ingrédients pour être séduit par ce programme raconté tel une belle histoire où le bien s’oppose au mal, tout simplement, dans un monde effrayant.

Les autres programmes, tels que ceux du Vlaams Blok ou du FPÖ, développent moins les idées précédentes. Le libéralisme fondamental et radical y est défendu. Le tout est exprimé dans des termes neutres, dénués de pathos mais, par là même, plus pragmatiques qu’en France.

Pour le Vlaams Blok, dont le programme culturel est assez indigent, pour ne pas dire inexistant (est-ce un enjeu présenté en tant que tel?), des budgets pour promouvoir la culture flamande et non la culture multiculturelle (il faut par exemple supprimer le Musée Royal d’Art africain) sont revendiqués.

Les idées du FPÖ sont présentées à travers un programme sec sous forme de chapitres, où le lyrisme n’a pas sa place. Le chapitre sur la culture est le n°15, juste après le chapitre sur l’agriculture et la culture rurale...!

L’Etat doit tout organiser, mais pas asservir par des subventions (le FPÖ milite pour le mécénat privé, contre les artistes d’état). Mais s’il y a liberté, il doit y avoir encadrement (organisation de la formation et des infrastructures, tiens donc...). Quant à la modernité, elle n’est pas rejetée (même si l’accent est mis sur la préservation du patrimoine culturel et des identités culturelles, “en majorité régionales”). Au contraire, il faut attirer un électeur jeune. Cette vision s’oppose à celle de la France, mais Jean-Marie Le Pen, qui donne l’image du grand-père bienveillant envers son pays, n’est pas Jörg Haider qui, lui, tend la main à une génération jeune.

Anne-Marie Autissier
Maître de conférence à l'Institut
d'études européennes et direc-
trice de publication de la revue
"Culture Europe"

Populismes de droite, extrêmes droites et culture: la manipula- tion des représenta- tions et des symboles

A peu près dans tous les pays où ces partis ont voix au chapitre, – la première mesure annoncée est celle de la réduction des budgets publics pour la culture.

Le thème du numéro "Populismes de droite, extrêmes droites et culture" nous a été suggéré par un groupe de partenaires européens – auteurs, journalistes, acteurs culturels -, venant des Pays-Bas, d'Autriche et du Danemark. En France, les élections présidentielles de 2002 ont provoqué une résonance immédiate à ces préoccupations. Nous avons donc cherché à analyser comment le thème culturel se trouvait pris en otage dans des rhétoriques de pouvoir et quelles mesures concrètes découlaient de la présence au gouvernement de partis populistes de droite ou d'extrême-droite, quant au sort des milieux artistiques et culturels et des oeuvres.

Coupes budgétaires au nom de la liberté de l'art et des contribuables

La première remarque ne doit pas surprendre: à peu près dans tous les pays où ces partis ont voix au chapitre – de la Norvège à l'Italie, via le Danemark et l'Autriche, la première mesure annoncée est celle de la réduction des budgets publics pour la culture, avec un double discours, adapté aux circonstances: soit il s'agit de "libérer l'art et la culture de leur dépendance à l'égard de l'Etat, et d'en finir avec une "culture d'Etat". C'est l'argument italien, voire celui qui a prévalu un temps aux Pays-Bas. En même temps, l'art libéré se retrouve confronté aux seules lois qui comptent, celles du marché lui-même dissimulé sous les "arbitrages de la vox populi". Le leader du Parti nationaliste norvégien a ainsi déclaré que tout artiste qui ne pouvait vivre de son art, devait se trouver un autre métier. Enfin les restrictions apportées aux budgets culturels se fondent sur la nécessité de s'intéresser à des mesures plus utiles pour la population: allègement des impôts directs, renflouement des systèmes de santé publique pour qu'ils coûtent

Anne-Marie Autissier

moins cher aux contribuables etc. Du même coup, ces derniers retrouvent aussi leur liberté puisqu'ils deviennent les seuls arbitres de s'intéresser à l'art ou non, et d'y consacrer leur revenus moins grevés par les impôts, comme l'expliquait plaisamment un membre de la LPF aux Pays-Bas. D'ailleurs, l'éphémère secrétaire d'Etat à la Culture, avocat d'affaires de la LPF, prévoyait d'ouvrir des forums Internet pour que tout un chacun puisse exprimer ses préférences artistiques et quel spectacle, il envisagerait de "parrainer".

L'autre face de la médaille – l'argument de la liberté de l'artiste – mérite que l'on s'y arrête. Opportunément calquée sur le discours humaniste de la social-démocratie à propos de la liberté de l'art, il le mime pour le retourner "comme un gant" en quelque sorte, et prétend s'adresser aux milieux artistiques en court-circuitant les administrations, considérées comme des médiateurs inutiles voire encombrants entre le public et les artistes. Cet argumentaire à la fois flatteur et violent à l'égard du monde artistique et culturel trouve ses racines dans le refus de "l'artiste officiel" et se nourrit de la défaite des systèmes de gouvernement qui ont prétendu enrôler les artistes au service de leur cause. Dans cette perspective, il ne reprend sans doute pas non plus le fantasme fusionnel nazi à propos de l'art. En ce sens, il s'inscrit, plutôt, dans la tradition des dictatures de droite, répressif mais non inclusif. Un fascisme "post-moderne" en somme. Le court-circuitage des institutions flatte aussi, au passage, la rancœur des "sans grade", pour lesquels, en vertu d'une tradition platonicienne vulgarisée depuis des siècles, les artistes ne sauraient être "tout à fait aptes à la citoyenneté". Les provocations verbales

peuvent aller plus loin: en Italie, l'ex-secrétaire d'Etat à la Culture, Vittorio Sgarbi n'a pas hésité à qualifier "d'excrémentiel" l'art contemporain. Quant à Jörg Haider, il a délégué à Andreas Mölzer le soin de vilipender les artistes de Carinthie, notamment accusés d'incitation à la pédophilie.

Quels choix artistiques opérer?

Au-delà de ces généralités, le danger pour tout régime autoritaire est de devoir, à un moment ou un autre, afficher ses choix réels, en matière artistique et culturelle. Mais, très vite, les contours se dessinent de ce qu'il conviendrait de promouvoir. C'est tout d'abord l'art patrimonial – à condition d'effectuer un choix judicieux dans ce qui relève véritablement de la tradition nationale (dans la politique d'achat des œuvres, comme le suggérait Le Pen dans son "programme culturel électoral"). Il faut donc protéger les grands musées d'art et le théâtre national de répertoire (comme en Norvège), l'opéra (comme en Italie), les chorales traditionnelles (comme en Autriche), la plupart de la création contemporaine devant, à terme, s'autofinancer. Ces préférences ne manquent évidemment pas d'entrer en contradiction avec les assertions précédentes: les musées d'art sont les musées les moins fréquentés en Europe, sauf à l'occasion de grandes expositions médiatisées. L'opéra est en Italie une source chronique de déficit, à tel point que la Fininvest elle-même a dû, voilà quelques années, voler au secours de la Scala. Quant aux chorales de Klagenfurt, elles remplissent moins les salles que les groupes de rock. Ce tri est donc lui-même risqué, sujet à débat et source de conflits, y compris en termes de finances publiques.

“Miser” sur les jeunes

D’où la prédilection des régimes de droite et d’extrême-droite pour l’embrigadement d’une partie de la jeunesse. En France, dans les municipalités frontistes, dans le Land de Carinthie, à Rotterdam, le contrôle s’exerce (ou s’exerceait) directement, par une nomination soigneuse des responsables et l’organisation de fêtes ou de parades, comme le couronnement de la “jeune fille la plus jolie et la plus gentille” de Toulon. En outre, et c’est probablement là l’aspect le plus dangereux, comme Christophe Bourseiller l’a démontré dans son article, il existe une “contre-culture” brune dont les élans musicaux peuvent être flattés à bon compte. Si l’on recense les disques produits en Suède, en Allemagne et dans d’autres pays européens, on trouve aujourd’hui de quoi organiser quelques concerts à la gloire de la “préférence nationale”. Cette pratique culturelle d’extrême-droite qui s’illustre aussi dans la bande dessinée est vécue par ses auteurs comme une forme de “contestation radicale” et d’émancipation. A tel point qu’un article d’un quotidien allemand se demandait s’il fallait ou non l’interdire. Le fait de la prohiber lui conférant immédiatement une aura “martyrologique” qui place ses auteurs dans la droite ligne de la représentation de l’artiste “maudit”, tradition chère à l’Occident, comme l’a démontré Nathalie Heinich.

Une politique de déstabilisation

Car, n’en doutons pas, les partis en question ont beaucoup de mal à enrôler les tenants de l’art et de la culture dans leurs rangs. Il reste un moyen, systématiquement employé par Jörg Haider en Carinthie, par certains

responsables danois et par l’extrême-droite française: déstabiliser les acteurs culturels en faisant peser sur eux le soupçon de “gabegie”, de mauvaise gestion, et, pour finir, de gaspillage de l’argent public, ce qui revient à servir le premier argumentaire, mais de façon plus ciblée. Commencent alors le harcèlement, les campagnes de presse calomnieuses... qui conduisent à la démission ou au départ des intéressés. On compte alors sur le découragement des autres “agitateurs” et, finalement, sur le silence des professionnels. D’une façon plus générale, le régime manie la possibilité de l’interdiction comme une constante épée de Damoclès. Ainsi, à Toulon, la municipalité frontiste pouvait autoriser la tenue d’un concert de musique actuelle, au prix de contrôles répétés et harassants pour leurs organisateurs, y compris le soir de la représentation. Cette tactique de déstabilisation s’étend aussi aux administrations en charge de la culture. En Carinthie, Jörg Haider s’est tout d’abord employé à déstabiliser l’administration culturelle, en pratiquant des nominations arbitraires, et en paralysant toute initiative. De même, les nombreux changements structurels opérés au Danemark, ont eu pour conséquence immédiate d’annuler un certain nombre de conseils et de remettre tout le pouvoir entre les mains du ministre.

Marginaliser l’art et la culture

Enfin, la stratégie sans doute la plus payante consiste à créer une ambiance dépourvue de toute velléité artistique ou culturelle digne de ce nom. C’est la tactique de Silvio Berlusconi, qu’il a d’abord testée à la télévision (rappelez-vous que sa société possède la moitié des

canaux hertziens du pays), puis dans la presse et dans le monde de l’édition (étant propriétaire de plusieurs maisons d’édition italiennes importantes). Berlusconi lui-même n’a-t-il pas déclaré qu’il laissait publier par les éditeurs qu’il contrôle, “des ouvrages tout à fait à l’opposé de ses idées”? Cette tactique s’avère d’autant plus payante que les associations culturelles se débattent dans une relative indifférence et que l’offre culturelle existante réunit de toutes façons une minorité de personnes (voir les enquêtes européennes sur le sujet). Dès lors, il suffit de marginaliser plus encore les libraires, les théâtres, les cinémas d’art et d’essai... En braquant les projecteurs ailleurs: tel ou tel vernissage couru, tel ou tel concours de nouvelles sur un sujet à la mode. Ce fut la stratégie employée par Augusto Pinochet au Chili, durant les années de sa dictature. De l’aveu même de certains artistes, il a bel et bien “débranché” le monde artistique et culturel de la réalité quotidienne et fait de la culture une activité décorative, reléguée dans la sphère du privé. Bien entendu, le monde artistique et culturel ne se laisse pas si facilement éconduire. Et c’est d’ailleurs pourquoi Pinochet lui-même a dû faire torturer et exécuter certains des meilleurs représentants de la création de son pays, comme le chanteur et guitariste Victor Jara.

“L’Apartheid” des imaginaires

Enfin, un domaine cristallise toutes les stratégies d’exclusion: celui de l’immigration et des cultures non européennes dans les pays européens. On le sait, le marché passé avec cette partie de la population qui vote pour les extrêmes, est assez clair: pour continuer à bénéficier des dernières miettes de la

prospérité nationale, il faut réserver la manne de la puissance publique aux seuls ressortissants. Dans cette perspective, toute expression culturelle ou artistique de l’immigration doit être marginalisée, au même titre que ses auteurs. La difficulté pour les néo-populistes ou les extrémistes de droite, se heurte souvent à la jeunesse et au succès des artistes en question. Ils ont grandi avec les jeunes nationaux et fabriquent une musique ou un théâtre fortement métissés qui entretiennent des liens très lâches et très libres avec l’art de leur patrie d’origine, que d’ailleurs il ne connaissent qu’à travers les récits familiaux. Les plus talentueux renouvellent véritablement les répertoires nationaux et remportent un franc succès auprès de beaucoup de jeunes Européens. Comment faire en sorte de marginaliser leur expression, ou plutôt “de la débrancher” des imaginaires nationaux? Deux solutions se présentent: les stigmatiser en tant que ressortissants d’une communauté hostile.

Curieusement, en Norvège et au Danemark, les partis xénophobes jouent la carte de la modernité face à l’archaïsme des immigrés. En Norvège par exemple, certains journaux ont largement relayé le meurtre d’une fille pakistanaise par son père. C’est alors l’ensemble de la communauté immigrée qui apparaît comme symbole d’arriération sociale, dangereuse pour la communauté nationale “civilisée”. Mais il existe aussi une autre façon de traiter la question, à l’instar de ce qui se passe en Autriche: créer une ghettoïsation (en termes de diffusion) pour convaincre ces jeunes artistes de chanter et de jouer “pour leur communauté”, en attendant de retrouver leur “chère patrie” qu’ils n’auraient jamais dû quitter. Jouer la carte du commu-

nautarisme en somme, pour mieux marginaliser les acteurs culturels en question. Il va de soi que cette mise à l'écart s'accompagne de réductions de crédits pour toutes les associations oeuvrant au dialogue interculturel. Mais, là encore, il est important, pour les partis xénophobes de jouer sur un système de représentation susceptible de générer un "Apartheid" des imaginaires. Il faut ajouter que la tâche peut s'avérer moins difficile que prévu, dans la mesure où certains jeunes issus de l'immigration et mal intégrés, tendent, eux aussi, à se réfugier dans le communautarisme. Ainsi, constatent deux auteurs allemands dans un article de Tageszeitung reproduit dans notre numéro, certains jeunes rappeurs d'origine turque ont fait le choix de chanter dans leur langue d'origine car ils se sentaient exclus des circuits de diffusion allemands.

Le rôle des représentations

En conclusion, les quelques éléments développés plus haut, tendent à montrer que si l'artiste, le médiateur culturel et l'immigré sont pour les partis populistes de droite et d'extrême-droite, des "populations à haut risque", le traitement qui leur est réservé diffère en ce sens, que si ces partis tendent à exclure toutes les formes d'expression "non nationale", ils ne désespèrent pas de rallier à leur cause, ou tout au moins d'obtenir la "neutralité" d'une partie du monde culturel et artistique. Dans cette perspective, leur stratégie peut s'avérer évolutive et prudente. Une raison à cela: ces partis ont eux aussi compris l'importance de l'information culturelle dans le cadre d'une stratégie de domination. Ils ont intégré le rôle des signes et des symboles. Et si un Le Pen peut, sans com-

plexes, vilipender "l'Établissement" artistique et culturel, Pim Fortuyn et Jörg Haider ont, chacun dans leur genre, parfaitement compris l'intérêt d'une auto-mise en scène, symbolique d'une appartenance culturelle.

L'instrumentalisation des politiques culturelles

Revenant à la question que pose Gerald Raunig dans le premier article de ce numéro spécial, je voudrais tenter d'expliquer ce qui permet à ces partis de manipuler signes et symboles culturels à leurs propres fins. Ce sera sans doute aussi l'objet de notre discussion. Il me semble toutefois essentiel de revenir sur certaines causes, telles que nous avons pu les entrevoir. Dans un colloque de Banlieues d'Europe, Jean Hurstel rappelait avec quel mépris était traité, dans les années 80, en France, toute tentative visant à poser la question de l'art en relation avec le social et l'espace public. Il est intéressant de constater que, du nord au sud de l'Europe, les associations soucieuses de cette problématique ont été peu entendues depuis deux décennies. En France, une séparation étanche a été opérée entre secteur artistique et culturel "professionnel" et activités de jeunesse et dites "socio-culturelles". De même, semble-t-il, en Autriche. Ce phénomène a contribué à isoler encore plus les artistes des citoyens. Lorsque les problèmes sociaux ou socio-culturels se sont manifestés de façon aigue, la réponse de beaucoup de pays a été de fabriquer un nouvel échelon technocratique, sans tenir compte des expériences et des attentes des acteurs de terrain. La médiatisation outrancière a fait le reste, provoquant une scission au sein du monde artistique et culturel, entre artistes

estampillés – et de ce point de vue devenus quasiment "des artistes officiels" – et l'immense majorité des acteurs de ces univers, qui se débattent au quotidien avec de nombreux problèmes. La surmédiatisation – d'ailleurs éphémère – de quelques vedettes, occulte largement au public, les conditions de vie et la spécificité du travail de la plupart des artistes.

En outre, l'insistance obsessionnelle sur la personnalité des artistes – au détriment de leur œuvre – a renforcé le sentiment commun que ce qui compte, finalement, c'est d'être "célèbre au moins cinq minutes", comme le prophétisait Andy Warhol. Ou pour le dire autrement, la possibilité pour chacun d'être "artiste de soi-même" prépare peut-être ce monstre effrayant qu'entrevoit Philippe Dagen dans son dernier ouvrage, une société qui pourrait se passer d'art. Quant à la démocratisation culturelle, on le sait, elle a relativement échoué, partout en Europe. La baisse des budgets culturels publics a représenté une constante des années 90. Les pouvoirs publics ont aussi contribué à sectoriser le monde artistique en autant de sous-secteurs dont chacun travaille pour sa propre chapelle. Ajoutons à ces remarques, le fait que la volonté "d'assistance" aux populations marginalisées a eu souvent pour effet de les désigner comme objet du langage des institutions et non comme sujets, ce qui a généré beaucoup de violence, chez les jeunes en particulier.

Pour finir, je voudrais mettre l'accent sur une difficulté majeure de notre société: celle du désir identitaire qui s'est emparé des États-nations, des communautés, des individus. Dans un monde où nous vivons un effondrement des représentations anciennes et où

une globalisation financière vertigineuse et une circulation immédiate des informations et des décisions semble abolir l'espace, le temps et le sens, nous sommes littéralement sidérés. Le maître-mot devient alors le refuge dans une identité stable, délimitée, alors que les cultures sont aujourd'hui des flux et des croisements incessants, beaucoup plus que des substances figées. Le projet du XIX^{ème} siècle de faire coïncider les États, les ethnies et les langues a vécu, comme le suggère Manuel Maria Carrilho. Or, nous ne sommes pas encore armés pour aborder cette nouvelle réalité de flux, d'identités plurielles, de nouvelles "communautés imaginaires". Les politiques culturelles non plus. C'est dans ce vide que s'insinuent les délires identitaires les plus dévoyés. Le processus xénophobe de repli sur la nostalgie d'une communauté imaginaire peut apparaître comme un Disneyland sociologique, selon le mot de Dragan Klaić. Il est aussi l'un des - pires - symptômes de ce passage complexe dans lequel les modes de représentation politique, sociale, intellectuelle et culturelle doivent se réinventer.

Note

Exemplaires de la revue "Culture Europe" disponibles auprès de Culture et Démocratie.

De la nécessité de renouveler nos stratégies à l'égard de l'extrême droite et nos conceptions culturelles en vue de la démocratie

**Nous pourrions désigner comme
démocratie ce qui aura été débattu le
plus largement et reconnu comme tel.**

1. Reconnaître le “désaccord démocratique”

Aujourd'hui, printemps 2003, je voulais vous amener à prendre en considération un paradoxe qui me paraît chaque jour plus vérifiable et que j'ai eu un peu de mal à exposer précédemment, faute de temps et de préparation. Or sa clarification pourrait éventuellement influencer sur le sens et la portée de nos travaux. C'est pourquoi je présente un document plus construit.

Nous pouvons constater parmi les populations occidentales – et notamment auprès de celles qui se revendiquent de la démocratie – un profond désaccord sur ce qui est désigné comme “démocratie” ou comme “Etat démocratique” ou comme “bonnes pratiques démocratiques”.

Pour être plus précis au sujet de ce paradoxe et tenter d'en prendre la mesure, je formule dès à présent trois remarques:

- Ce désaccord ne se manifeste pas seulement dans les relations entre les Etats de l'Occident ou entre ces Etats et les organisations internationales. Il se rencontre aussi – et peut-être d'abord – parmi les populations de chaque pays, de chaque région, de chaque ville, voire dans chaque quartier, dans chaque famille, ...
- Ce désaccord ne porte pas seulement sur ce qu'il paraît acceptable de désigner comme “démocratie” mais aussi sur ce qui devrait ou pourrait être reconnu comme tel. Ou encore ce qui pourrait être conçu en vue de la démocratie. Il ne concerne pas seulement ce qui existe. Il porte également sur les perspectives imaginaires – en termes de démocratie – qui inspirent la construction de la société où nous vivons ensemble.
- Ce désaccord est d'autant plus paradoxal que les Etats con-

cernés adoptent de ce fait – au nom de la démocratie qu'ils estiment incarner – des attitudes et des positions qui peuvent être reçues ou vécues comme “non démocratiques” non seulement par les autres populations et les autres Etats du monde, mais également par leurs propres populations. A ce titre, il nous touche aussi de manière intime puisqu'il peut nous arriver à nous-mêmes (les chercheurs, les philosophes, les artistes, les animateurs culturels, ...) d'agir à l'intérieur de la société comme si nous étions – “par nature” – la démocratie.

Vous conviendrez sans doute que ce désaccord ne soit pas seulement une préoccupation théorique. Il se manifeste de manière toute quotidienne, dans les petites choses de la vie. Si vous y êtes attentifs, vous reconnaîtrez que ce désaccord – au sujet de ce qui relève de la démocratie et de ses pratiques – surgit régulièrement dans les faits les plus communs de la vie collective, familiale, professionnelle ou dans votre voisinage immédiat. Particulièrement lorsque des conflits s'y resserrent ou s'y dénouent. Des exemples vous viennent à l'esprit? Des anecdotes en témoignent?

Ce désaccord peut se cristalliser sous forme de questions très concrètes. Elles s'énoncent simplement. Elles nous concernent tous. Et pour illustrer ce propos j'en soumetts quelques exemples à votre appréciation. La sécurité sociale ou la gratuité de l'enseignement fondamental sont-elles, pour vous, des éléments constitutifs de la démocratie? La liberté d'expression? La diversité culturelle? Le pluralisme politique, philosophique? L'égalité entre les femmes et les hommes? Toutes ces ques-

tions qui nous préoccupent chaque jour – à des degrés divers – constituent-elles à vos yeux des “conditions de la démocratie”? Des conditions essentielles? Des conditions supplétives? Des conditions minimales? Des conditions préalables?

Selon les réponses de principe que chacune et chacun nous envisagerions d'apporter à ces questions nous pourrions replier ou étendre le territoire des pratiques admises comme “démocratiques”. Cette géométrie variable des conceptions de principes qui se rencontrent parmi nous à ce sujet est sans doute le premier lieu de fragilité où ce désaccord exerce ses pressions.

Dans un autre registre, selon l'évaluation à laquelle chacune et chacun nous pourrions conclure lorsque nous comparons les principes et les faits, le territoire des pratiques admises comme “démocratiques” se révélera plus ou moins étendu. Cette géométrie variable de nos évaluations des faits au regard des principes est sans doute un autre lieu de fragilité où ce désaccord entre nous exerce ses pressions.

De façon un peu simpliste on pourrait dessiner l'espace, où se joue ce désaccord, entre deux conceptions de la démocratie:

- l'une, restrictive, désigne la démocratie comme un régime où le peuple exerce sa souveraineté soit directement soit par ses représentants – ce qui nous est présenté comme une condition nécessaire et suffisante;
- l'autre, plus large, désigne la démocratie non seulement comme un régime où le peuple exerce sa souveraineté soit directement soit par ses représentants – ce qui y apparaît

comme une condition nécessaire mais non suffisante – qui s’institue dans le cadre d’un Etat de droit(s) indépendant des Eglises – ce qui y apparaît également comme une condition nécessaire mais non encore suffisante – qui garantit l’exercice des droits fondamentaux (universels, indivisibles et inaliénables) de la personne humaine.

D’un côté: un régime politique fondé sur la seule loi du nombre. De l’autre côté: un régime politique fondé sur la loi du nombre mais dans le cadre et peut-être à l’origine d’un système de valeurs complexe.

Entre ces deux conceptions, une ligne de tension peut être tracée où s’énoncent et se défendent de multiples formes et de multiples manières d’envisager et d’exercer la démocratie. Des manières et des formes que nous ressentons comme plus ou moins démocratiques. Et nous pourrions rencontrer aussi dans ce cadre des manières et des pratiques que nous pourrions ressentir comme “pas vraiment” démocratiques. Voire que ces pratiques – bien qu’elles paraîtraient en respecter les formes extérieures – ne soient pas démocratiques du tout. Voire que nous nous demandions – dans les diverses et contradictoires circonstances de la vie – si elle pourraient être admises comme telles.

Ces deux définitions dont la première n’est jamais que le premier fragment de l’autre, pourraient au demeurant être considérées comme contradictoires l’une au regard de l’autre. Notamment parce que les manquements que l’on constate dans la définition “restreinte” constitueraient une altération de sens trop grande qui pourrait la rendre oppo-

sable et contestable par la définition “plus large”. Peut-on, aujourd’hui, continuer à considérer que la loi du nombre est suffisante pour conférer un caractère “démocratique” aux pratiques politiques? Je veux dire au sens de ce que nous attendons, aujourd’hui, de la démocratie. Et si ce n’était pas le cas, quelles autres conditions faudrait-il y adjoindre? Et dans ce cas, ne faut-il pas cesser de faire croire qu’une position ou une décision pour avoir connu la faveur de la majorité des suffrages, serait démocratique de ce seul fait?

Cette question de la définition de la démocratie n’est pas nouvelle. De très longue date, la civilisation occidentale, au travers de ses diversités, s’est interrogée à ce sujet et plus régulièrement qu’on ne le pense, dans ces termes. Vous trouverez des exemples de ces débats non seulement chez Platon et Aristote, mais aussi chez Montesquieu, chez les constituants de 1789. Chacun à son époque et selon ses préoccupations, y compare, par exemple, la “République” comme système de gouvernement fondé par des valeurs (en France: liberté, égalité, fraternité) et la “démocratie” comme simple loi du nombre qui comporte le risque de déboucher sur “la tyrannie du peuple” et dont – par un renversement que l’Histoire a déjà illustré – le peuple pourrait être le premier otage et la première victime.

Outre les très remarquables ouvrages légués par l’Histoire et consacrés à ces sujets, nous devrions prendre connaissance aussi de tous ceux qui s’écrivent et se publient aujourd’hui. Rien qu’en langue française chaque semaine plus d’un livre est publié dont l’objet direct ouvre des questions de démocratie et des pratiques qui s’y attachent.

Enfin ce qui reste mon étonnement d’aujourd’hui tient en ceci: qu’après un peu plus de deux mille cinq cent années ce désaccord n’ait pas fait l’objet d’une clarification suffisante (c’est à dire minimale et non maximale) pour nous éviter de revivre ou de faire subir aux tiers – au nom de la démocratie – des tourments et des désastres qui sont pourtant bien identifiés et dont les mécanismes totalitaires – toutes choses étant considérées – nous sont bien connus. Il semble qu’on en soit toujours ramené aux prémices.

Les questions du jour, celles que nous nommons de nos mots, ont déjà été posées mille fois. Mille fois, elles ont reçu réponses. Et pourtant, aujourd’hui plus qu’hier il nous faut – à nouveau “ici et maintenant” – réinvestir ces questions de manières fortes et urgentes: Art, culture contre l’extrême droite? Extrême droite et populisme contre l’art et la culture?...

Après tant d’autres, artistes et chercheurs, animateurs et intellectuels, qui nous ont précédé – avec quelles qualités! – dans cette interrogation de l’acceptable et du non acceptable, du juste et de l’injuste, ... nous voici à nouveau rendus sur les plages de la tragédie grecque. A nos pieds, les mêmes questions: allons-nous repousser les étrangers (en grec: barbare) à la mer? Aussi, je vous enjoins à reconnaître que ce désaccord au sujet de ce qui peut être ou ne pas être accepté comme “démocratie” est resté – à travers les temps – un problème majeur de nos sociétés occidentales.

Après tant de guerres, tant de crimes contre l’humanité, il semble que le corps social et politique de nos démocraties n’ait développé aucune “immunité démocratique durable”.

Aussi je vous enjoins de reconnaître combien ce désaccord constitue toujours dans notre monde un problème actuel.

Faut-il rappeler? A Bruxelles en ce moment, s’écrit la future Constitution d’une Union européenne qui devrait s’élargir à vingt cinq Etats-membres. Et même si on est favorable à l’Europe il faut cependant craindre que la “Gouvernance” plus que la “Démocratie” sorte victorieuse des débats de nos députés. Au même moment, pendant toute cette année 2003, les négociations se poursuivent en vue d’un accord général sur le commerce des services et ici encore nous devons craindre le pire pour l’équilibre de la planète, et pour le sort des populations de par le monde...

Faut-il rappeler? Ces actions humaines qui auront, dès l’année prochaine, des effets très concrets dans notre vie quotidienne – et dont les conséquences en matière de démocratie restent à ce jour difficilement estimables – se conduisent et se justifient au nom de la démocratie.

Et même si ce dernier point ne peut être placé sur pied d’égalité avec les deux autres, il faut souligner au moment d’écrire ces lignes, combien je crains la guerre que le Gouvernement Bush pourrait mener contre l’Iraq, au mépris éventuel des délibérations de l’ONU et surtout au plus grand détriment des populations concernées (iraquienne tout d’abord mais aussi américaine ou anglaises). Je dois indiquer combien le regard que je pose sur toutes les autres questions “démocratiques” qui sont envisagées ici est irrémédiablement marqué par les attitudes adoptées par le Gouvernement Bush depuis un an. Et pour être plus précis

encore: ma vigilance est particulièrement alertée du refus de ce gouvernement de soumettre, le cas échéant, les ressortissants américains aux débats et aux jugements de la Cour Pénale Internationale.

Compte tenu de ces faits et de ces éléments, je vous enjoins à admettre que la reconnaissance de ce désaccord, l'exploration et la mise en évidence de l'ampleur éventuelle de ce "désaccord démocratique" au sein de nos sociétés démocratiques pourrait constituer le point de départ d'un renouvellement de nos stratégies à l'égard de l'extrême droite et un renouvellement de nos conceptions y compris dans les domaines des arts et de l'action culturelle en vue de soutenir la construction démocratique.

2. Nécessité de reconnaître ce "désaccord démocratique" comme point de départ d'un renouvellement de nos conceptions et de nos stratégies

A ce stade, je voudrais présenter une sélection d'arguments – certains anciens déjà, d'autres qui résultent de faits plus récents – qui me paraissent pouvoir être avancés aujourd'hui. Ils soutiennent cette vitale nécessité de reconnaître ce "désaccord" au sujet de la démocratie comme point de départ pour renouveler nos conceptions et nos stratégies en matière de démocratie et notamment – puisque c'est l'objet auquel nous sommes appelé par Culture et Démocratie – de la défense "culturelle" contre l'extrême droite.

Argument linguistique. En 2003 et malgré ma tentative aussi naïve qu'explicite d'obtenir une

modification de cet état, et malgré les très remarquables travaux qui ont été consacrés et publiés par les chercheurs de multiples disciplines sur cet objet, vous constaterez que la première définition de la "démocratie" – celle que nous désignons "au sens restreint" – est toujours la seule définition acceptée et recommandée par le monde académique. On la retrouve dans le petit Larousse et (légèrement complétée d'une référence au suffrage universel) dans le petit Robert.

Cette définition "au sens restreint" permet toujours aujourd'hui aux Partis d'extrême droite de se légitimer et de se revendiquer aux yeux de la population comme des partis "démocratiques". Nous savons que cette "légitimité démocratique" est une réelle préoccupation pour ces partis. Ceci se vérifie en France pour le Front National ou en Belgique pour le Vlaams Blok. On a tort de sous-estimer l'impact symbolique de ces rédactions de nos dictionnaires aux yeux des populations. Pour la grande majorité de nos concitoyens, le dictionnaire institue les sens autorisés et les usages familiers de la langue. Et de ce point de vue on peut s'interroger sur l'effet de ces "rédactions sommaires" qui sont – malgré tout – maintenues par les sociétés d'éditions et les corps académiques concernés. A quelles formations politiques profitent ces rédactions "restrictives" si ce n'est aux seuls partis d'extrême droite?

Argument juridique et diplomatique. Les critères politiques fixés par l'Union européenne pour la candidature et l'adhésion éventuelle d'un nouvel Etat – critères dits de "Copenhague" et adoptés en 1993 – sont les suivants:

- être un Etat démocratique;
- être un Etat de droit;
- respecter les droits fondamentaux – il est demandé d'adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des libertés fondamentales et des droits de l'homme qui a été adoptée par le Conseil de l'Europe en 1950;
- respecter les minorités;

Vous constaterez que du point de vue de l'Union européenne – et tels que ces critères sont énoncés – le fait d'être un Etat démocratique ne comprend à priori les notions ni d'Etat de droit, ni de respect des droits de l'homme qui apparaissent comme des conditions supplémentaires. C'est pourquoi elles sont à la fois énoncées distinctement et réunies ensemble pour former la liste de ces critères. Les plus optimistes d'entre nous soutiendront que ces critères constituent précisément ce qu'il faut entendre par "les caractéristiques de l'Etat démocratique". Et pour réduire toute incertitude à ce sujet il leur paraît nécessaire et prudent de les énoncer nommément. J'en conviens volontiers et j'acte que cette belle disposition confirme ce qui était démontré.

Argument politique I – assise populaire de l'extrême droite. Les résultats atteints par le candidat de l'extrême-droite dans le cadre des élections présidentielles en France ou les résultats atteints par de telles formations non seulement en France mais aussi en Belgique et dans d'autres pays d'Europe montrent à souhait que les organisations d'extrême-droite obtiennent des assises populaires larges. Du fait de la loi du nombre, si nous souhaitons continuer à les désigner comme "non-démocratiques" cela apparaîtra de plus en plus diffi-

cile. Au demeurant, l'argument pourra – toujours au nom de la loi du nombre – se tourner contre nous: Qui êtes-vous pour nous désigner de la sorte? Combien êtes-vous? Qui représentez-vous? Quelle est votre légitimité?...

Très clairement Richard Kalisz indique au début de son article que "tous les tabous ont sautés: il n'est plus honteux de s'afficher raciste ou de déclarer que les étrangers doivent être rapatriés." Je partage son analyse. Il rappelle par cet exemple que la loi du nombre crée de la légitimité y compris pour des idées, des attitudes et des prises de positions qui – énoncées au nom de la démocratie – mettent la démocratie en péril.

Par une sorte de paradoxe, la loi du nombre semble estomper le danger au moment où – dans les faits – il grandit. Et je vois dans cette mécanique paradoxale – qui est préjudiciable aux valeurs de la démocratie – les traits les plus significatifs de ce qu'on peut désigner comme "le populisme". Il ne serait pas sans intérêt d'appréhender le populisme comme une stratégie d'évitement du réel et du tragique, une stratégie d'échappement à la condition humaine en ce qu'elle est tragique. Le populisme comme fuite devant la réalité, et cette fuite nous précipite – par ce mouvement même – vers le tragique.

Actuellement sont à l'œuvre, dans notre société, des mécanismes de "normalisation sociale" qui diffusent comme "considérations ordinaires et acceptables" voire comme des "idées originales et modernes" des propositions et des programmes qui nous viennent des extrêmes droites et qui portent atteintes aux fondements démocratiques. Parmi ces méca-

nismes de normalisation et de légitimation, la loi du nombre est un facteur “défoliant” à l’endroit des balises, des garde-fous et des principes fondateurs de la démocratie.

Argument politique II – statut des formations d’extrême droite dans l’institution politique du pays. On doit constater que les Partis d’extrême droite jouissent, dans notre pays, de la plénitude des droits politiques. A ce titre, ils sont admis aux élections; leurs mandataires ont droit de cité dans nos hémicycles et nos assemblées; ils participent à la composition des commissions parlementaires; ils obtiennent de l’Etat – à chaque niveau de pouvoir où ils sont présents et dans des proportions équivalentes aux autres formations politiques – les subventions attribuées aux partis démocratiques. Tels sont les faits:

- la Loi qui permettrait éventuellement de les sanctionner pour des actes contraires aux “valeurs démocratiques” n’est pas votée;
- Le Centre pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme n’obtient pas de condamnation, même lorsque de manière avérée, les tracts électoraux des partis d’extrême-droite violent la loi contre le racisme et la xénophobie.

Argument politique III – banalisation des idéologies d’extrême droite au sein des formations politiques traditionnelles. On doit également craindre que certains partis de la droite conservatrice, ou – et ce serait sans doute plus exacte de l’énoncer comme tel – certains hommes politiques conservateurs qui sont dans les partis démocratiques (on en trouve malheureusement aussi dans des formations de gauche) reprennent également à leur compte des propositions qui étaient jusqu’il y

a peu encore répertoriées comme le fond de commerce idéologique – et clairement identifié comme tel – des formations d’extrême droite. Or du fait que ces conservateurs sont élus au sein de partis réputés “démocratiques” (et la qualité “démocratique” de ces partis et l’attachement de ces partis aux valeurs que nous considérons comme “démocratiques” n’est pas contestable) et du fait que ces conservateurs non seulement se considèrent, mais se vivent comme de “bons démocrates”, les idées de l’extrême droite qu’ils énoncent – qu’ils reprennent à leur compte ou qu’ils reformulent de manière plus “présentable” – pourraient de ces faits être reçues et admises, au sein des populations, comme des idées “démocratiques”!

Dans le même ordre de préoccupations, il conviendrait de s’attarder ici sur les politiques “sécuritaires” qui sont à présent relayées par tous les partis démocratiques. Seul le parti socialiste – à ma connaissance, mais je suis disposé à le saluer chez d’autres s’il échait – continue aujourd’hui à rappeler avec une certaine vigueur que le premier facteur d’insécurité est économique. Car inévitablement, cette logique “sécuritaire” s’oppose aux logiques d’émancipation des populations.

La logique sécuritaire ne constitue-t-elle pas le plus puissant levier qui précipite les hommages aux extrêmes droites? Et ne sacrifie-t-elle pas de manière trop systématique les principes vitaux et les réflexes moteurs de la démocratie? La logique sécuritaire n’est-elle pas le cheval de Troie de l’extrême droite, dans l’espace démocratique?

La réduction du nombre d’éducateurs et d’enseignants et l’augmentation des forces de l’or-

dre (personnel et moyens techniques) et des dépenses militaires des Etats n’illustrent-elles pas, n’instituent-elles pas, n’organisent-elles pas une société totalitaire à l’intérieur du système démocratique en Europe et dans le monde occidental?

Argument politique IV – Quelques exemples récents de banalisations. Chaque jour apporte son lot d’exemples de banalisation et de normalisation des thèses de l’extrême droite par des personnalités qui exercent des mandats dans les formations démocratiques.

En Belgique francophone, par exemple, il est difficile de se ne pas s’interroger sur les effets de la prise de position du Président du Mouvement Réformateur au sujet des politiques d’intégration. Ce type de prise de position ne ressemble-t-il pas à une sorte de “glissement idéologique” qui pourrait être regardé comme une manière de “blanchir” – à l’intérieur de la société démocratique – les idées noires de l’extrême droite?

Autrement – mais sans doute avec les mêmes effets – du côté flamand, le renoncement du parti libéral VLD à voter le projet de loi sur le droit de vote des étrangers n’a-t-il pas eu pour principale conséquence de conforter les positions “nationalistes” défendues par les formations de l’extrême droite? Ce renoncement – y compris des autres partis francophones et flamands qui ont voulu éviter une crise politique sur ce sujet – ne contribue-t-il pas à asseoir implicitement dans les opinions publiques le rôle “légitime” auquel les formations d’extrême droites prétendent?

En France, le programme de sécurité du Ministre de l’Intérieur, paraît encore bien plus

significatif à ce sujet. Récemment, le Président de l’extrême droite française a, lui-même, considéré qu’en matière de sécurité le Ministre de l’Intérieur faisait “mieux et plus que le Front National n’en demandait”.

Sur un plan européen, la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – qui nous présente comme droits fondamentaux des discriminations fondées sur la nationalité – ne participe-t-elle pas à l’institution au plus haut niveau de cette “banalisation des thèses racistes et discriminatoires” développées traditionnellement par les formations d’extrême droite, particulièrement à l’égard des populations non-européennes?

Les atteintes aux droits fondamentaux de la personne humaine – récemment dénoncées par le directeur d’Amnesty International – qui sont constatées partout dans le monde, mais particulièrement aux USA dans le cadre de la lutte contre le terrorisme suite aux attentats du 11 septembre 2001, ne montre-t-elle pas qu’aujourd’hui – à nouveau – la raison d’Etat permet de bafouer les droits fondamentaux? Et cela a-t-il un autre effet que de soutenir, “à l’intérieur” et “de l’intérieur” de la société démocratique, la progression de thèses totalitaires et de rendre acceptables des idées qui nous viennent de l’extrême-droite?

Tous ces arguments et ces exemples récents et internationaux montrent – me semble-t-il – qu’il existe au sein des populations qui se reconnaissent comme démocratiques et y compris au sein des formations politiques qui se revendiquent de la démocratie, un profond désaccord sur ce qui peut être désigné comme “pratiques démocratiques”.

Il me paraît indispensable de prendre en considération ce désaccord profond à l'intérieur de l'espace démocratique pour renouveler nos stratégies à l'égard de l'extrême droite. Y compris la défense culturelle que nous pensons pouvoir soutenir en vue de la construction démocratique, à l'invitation de Culture et Démocratie.

3. L'alliance culturelle de l'extrême droite et des conservateurs change la position du problème à l'égard de l'espace démocratique

Ces divers éléments montrent à suffisance – me semble-t-il et sauf autres considérations de votre part – que ce “désaccord aux sein des populations et même au sein des formations politiques traditionnelles” est un phénomène “réel et mesurable”. Au sein de l'espace démocratique, ce désaccord profond institue des failles et des fractures – variées quant à leur importance et à leur signification – qui atteignent le cœur fragile de notre système démocratique resté encore bien imparfait.

Et s'il faut aller jusqu'au bout de ma pensée, ces failles paraissent avoir lézardé l'ensemble des formations politiques traditionnelles et une très grande partie des imaginaires démocratiques de nos concitoyens. C'est ce dont témoigne à mes yeux – alors que je reste un européen convaincu et militant (faut-il toujours le rappeler?) – les textes de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et du Livre blanc sur “la nouvelle Gouvernance européenne”. Ces textes témoignent de l'éloignement où se trouvent les formations politiques traditionnelles à l'égard de la construction démocratique

et des fondements de ce qui peut être regardé comme “démocratique”.

Ces textes indiquent une sorte d'acculturation politique et démocratique qui non seulement caractérise une grande part de nos concitoyens, aujourd'hui, mais aussi une part non négligeable de nos élus.

Le “succès” de l'extrême droite en tant que formations politiques et les “succès” des thèses et des idéologies de l'extrême droite – notamment auprès des conservateurs dans les formations politiques traditionnelles mais aussi au sein de larges couches de populations – ont pu s'engouffrer dans ces failles multiples et ouvertes du “désaccord démocratique”.

La politique du “cordon sanitaire” mise en place au cours des années précédentes et par laquelle les formations démocratiques entendaient “isoler” les partis d'extrême droite pour éviter toute “légitimation abusive” n'a-t-elle pas été mise en cause de l'intérieur de la démocratie?

Bien sûr, à l'actif de cette politique du “cordon sanitaire”, aucun gouvernement n'a associé les représentants des partis d'extrême droite à la gestion du pays et de ses régions. Et ce n'est pas rien! A ce seul titre, cette politique doit être maintenue de la manière la plus énergique.

Cependant, ne conviendrait-il pas de reconnaître combien cette politique est fragilisée? Combien elle est minée de l'intérieur par les renoncements idéologiques et les “blanchiments de ces idées noires” effectués par les démocrates – eux-mêmes – au cours de ces dernières années et des derniers mois en particulier.

Que signifie une politique de “cordon sanitaire” qui repousse les acteurs et conserve ou accrédite les idées de l'extrême droite au sein de l'espace démocratique? Comment est-elle reçue et interprétée par les populations? En quoi elle est un cordon? Chacun peut le comprendre. En quoi, ce cordon est sanitaire? Cela suscite des interrogations. Cette politique n'est-elle pas devenue le symbole des contradictions auxquelles nous sommes arrivés?

Et dans l'autre sens: à quel titre des formations qui se revendiquent “plus démocratiques” que les formations d'extrême droite – qu'elles tiennent à l'extérieur par l'instauration d'un cordon sanitaire – peuvent-elle mettre en œuvre ou défendre comme “démocratiques” des propositions (par exemple sécuritaires) qui viennent de l'extrême droite? Quelle crédibilité politique en espèrent-elles?

Comme telle – c'est-à-dire telle qu'elle a été conçue et pratiquée ces dernières années – cette politique du “cordon sanitaire” devrait être complètement évaluée, reconsidérée et refondée. Il y va de la crédibilité des formations démocratiques. Mais comment? Sur quelle base idéologique et culturelle? En vue de quels accords? En vue de quelles alliances? Entre quelles formations politiques?

Les clivages du champ politique se sont déplacés. Et le débat politique s'en trouve profondément bouleversé. Il est aussi bouleversant: l'exclusion du candidat socialiste au premier tour des Présidentielles en France a accéléré la prise de conscience d'un nécessaire renouvellement des positions, des discours, des agissements et des conduites dans le champ politique. Le compte à rebours est commencé.

Sur nombre de questions de sociétés, l'alliance “culturelle” entre les formations de l'extrême droite et les forces conservatrices qui sont au sein des partis démocratiques se révèle aujourd'hui dans sa dimension politique. Elle est par conséquent beaucoup plus visible.

Cette alliance culturelle entre conservatisme et extrême-droite – ancienne mais nouvellement apparente – ne pose pas seulement questions à la démocratie. Elle est une mise en cause, une mise en abîme de la démocratie.

Comme on l'a vu dans les exemples précédents, cette mise en questions de la démocratie est – à présent et de manière plus visible – portée par les forces conservatrices qui ont droit de cité à l'intérieur l'espace démocratique. C'est à dire pour être exact qu'elle n'est plus seulement présente et révélée “au-delà” du cordon sanitaire. Mais aussi “en de-ça” de ce cordon.

A présent, sur le plan politique – c'est-à-dire dans le cadre du débat politique organisé et à la veille des élections et non plus seulement dans le cadre d'un débat culturel sur le plan des valeurs – cette situation est nouvelle.

Elle s'est enracinée dans les failles du désaccord profond qui existe entre les démocrates eux-mêmes. Cela nous oblige à modifier, à renouveler le regard que nous réservons tant aux cultures qu'aux politiques. Et pour cette défense, il me semble que nous avons avantage à reconnaître l'importance et l'ampleur de cette situation nouvellement apparente. Il nous appartient d'y faire face et de la traiter comme telle, pour ce qu'elle est réellement.

4. Changer de position à l'intérieur de l'espace démocratique

C'est à dire que nous avons intérêt à quitter rapidement les postures "manichéennes" que nous avons adoptées dans un même mouvement – sans le dire, ou mieux en faisant semblant de les condamner – tant à l'égard et de la démocratie (nous: les bons de l'intérieur) que de l'extrême droite (eux: les mauvais à l'extérieur).

C'est à dire que nous pourrions accomplir, dans nos esprits, une sorte de révolution (au sens géométrique du terme) et admettre – comme point de départ pour nos réflexions futures – une réalité plus dérangeante pour nous à plus d'un titre:

- Cette question posée à la démocratie n'est plus posée de l'extérieur de l'espace démocratique.

Cet espace extérieur à nous que nous avons dénommé "extrême droite" et où nous pensions avoir identifié la totalité des forces "anti-démocratiques du dehors de nous" et enfin que nous avons délimité par un cordon sanitaire qui devait nous protéger des forces qui nous menaçaient à et de l'extérieur.

- La question est, à présent, posée de l'intérieur et à l'intérieur de l'espace démocratique. C'est à dire à l'intérieur de l'espace démocratique dont nous nous étions représentés – aux autres mais aussi à nous mêmes – comme les garants. Et dont il convient de reconnaître que nous n'avons pas pu exercer cette garantie, notamment parce que les "désaccords" entre nous au sujet de la démocratie nous rendaient particulièrement fragiles.

La situation est aussi moins confortable. Et la première étape de ce repositionnement à l'intérieur de l'espace démocratique pourrait consister à reconnaître qu'au cours des vingt dernières années et aux yeux d'un grand nombre de nos concitoyens (et pas seulement des conservateurs), les progressistes que nous pensons avoir été – et être toujours – n'ont pas défendu (n'ont pas su défendre) un projet qui aurait permis d'approfondir la construction démocratique à la satisfaction de nos concitoyens.

En conséquence de quoi – et pour arriver à la question qui est la nôtre (celle de Culture & Démocratie) – nous ne pourrions plus agir comme si la démocratie était une vérité "révélée" qui ferait unanimité au sein de la société occidentale (sauf à l'extrême droite), mais en prenant en considération que ceux qui se considèrent comme "démocrates" ne sont pas d'accord entre eux au sujet de cette vérité.

Nous ne devrions plus nous présenter comme les défenseurs "culturels" de la démocratie (les démocrates) contre les ennemis "culturels" de la démocratie (l'extrême droite) puisque du fait du désaccord qui existe entre les démocrates au sujet de la démocratie, la référence à la démocratie en tant que système de valeurs est incertaine pour nous (les démocrates) mais la référence à la démocratie comme loi du nombre opère chez eux (l'extrême droite).

Il conviendrait sans doute de nous reconnaître comme des acteurs culturels attachés à des pratiques démocratiques (qui peuvent et même doivent évoluer) et qui sont déterminés à poursuivre le travail de la construction démocratique à l'intérieur des forces

qui se considèrent comme démocratiques. Et cela tout en sachant que ces forces constituées ne tendent pas "naturellement" à l'approfondissement de la démocratie.

Ce travail qui constitue un chantier culturel et politique immense aujourd'hui: pour aider à identifier la démocratie comme un régime politique fondé par un système de valeurs original et originel qui ne peut être caractérisé par la seule loi du nombre.

C'est encore dans ce cadre là que nous serons confrontés – sur le terrain culturel – aux diverses formes des conservatismes et des extrêmes droites qui se revendiquent comme des formations et des forces "démocratiques".

Ce n'est que dans la reconnaissance du conservatisme – dont l'extrême droite est une forme ulcérée – comme territoire culturel porteur de valeurs qui ne contribuent pas à la démocratie, que nous pourrions utilement y opposer des pratiques et des valeurs qui nous conviennent en vue du progrès de l'Humanité.

Voilà à mes yeux le constat duquel nous pourrions partir. Et s'il était nécessaire de le mentionner: il ne s'agit pas ici d'adresser des reproches ou de dresser un inventaire de culpabilités.

Je crois en effet qu'approfondir la construction démocratique dans le cadre d'une économie mondiale de plus en plus privatisée est un exercice pratiquement impossible. C'est pourtant celui auquel nous paraissions tenus. Le chantier est immense.

5. Conclusions

Nous ne sommes pas LA culture – Quel intérêt avons-nous à nous prendre ou à nous présenter comme les gardiens de la culture contre les champions de la barbarie? Quel intérêt cela présente-t-il pour notre cause? La culture est un territoire symbolique extrêmement vaste. Le fascisme est culturel. Le machisme est culturel. Le territoire culturel est composé de beaucoup d'expressions qui ne conduisent pas "naturellement" à la démocratie. Et notamment de beaucoup d'expressions qui nous en éloignent délibérément.

L'extrême droite et les conservateurs estiment avoir intérêt à nous désigner comme la "culture officielle" ou comme la "culture d'Etat". Et lorsqu'ils nous assignent ce rôle c'est pour nous affaiblir aux yeux des populations les plus crédules et les dissuader de s'intéresser à ce que nous proposons.

Il est de notre intérêt de reconnaître que l'extrême droite en particulier et de manière générale les conservateurs sont des agents de production culturelle, de conservation, de reproduction ou de re-codification de modèles culturels avant d'être des mouvements politiques organisés. C'est sur ce terrain de la production culturelle univoque et de la défense d'un patrimoine culturel discriminatoire – qui ne concourt pas nécessairement à la vitalité démocratique de la société ou qui, pour le moins, entretient un rapport ambigu à la démocratie – qu'ils sont les plus performants. Ainsi, nous avons tout intérêt à identifier l'extrême droite et les conservateurs sur le même terrain que nous. Et faire apparaître qu'ils y défendent d'autres valeurs, d'autres

archétypes et d'autres intérêts. Il nous appartient d'en faire un objet de débat au sein des populations. Et d'y interroger les pratiques, les politiques et les industries culturelles, sous cet angle.

C'est bien davantage sur ce territoire culturel que nous devons porter l'offensive. Non parce que nous détenons "la vérité" de la culture. Non parce que nous garantissons "la qualité" culturelle. Mais parce que les valeurs que dispensent l'extrême droite et le populisme conservateur – avec des moyens médiatiques et industriels démesurés – ne nous conviennent pas!

Et pour changer de ton un instant, s'il fallait énoncer les choses sous les feux d'une humeur plus saillante, nous pourrions dire par exemple: Parce que la société qu'ils organisent ne nous convient pas! Leurs nationalismes nous emmerdent! Leur racisme et leurs intolérances nous écœurent! Leur machisme belliqueux nous ennuie infiniment! Leurs vieilles logiques d'exclusions nous dépriment... On a autre chose à faire que répéter des modèles qui ne conduisent qu'à la guerre, à la destruction, à la pauvreté et à la misère morale et physique de notre monde. Nous avons autre chose à faire de notre vie que d'être conservateurs, d'extrême droite, nostalgique de l'ordre, du III^{ème} Reich, etc...

Haine de la culture? Pas du tout! C'est indéfendable. Comme Richard Kalisz le sait très bien: les nazis jouaient ou faisaient jouer des oeuvres de Schubert et Beethoven dans les logements et les salons qui leurs étaient réservés en bordure des camps de concentration. L'extrême droite et la droite conservatrice

aiment la culture. Ils sont de grands consommateurs de culture! De leur culture! Ils n'aiment pas "notre" culture! Notre culture qu'ils jugent "totalitaire" ou "d'Etat" parce qu'elle met en cause leurs propres fonctionnements et leur "sales" jeux d'intérêts dans la société.

Là où Kalisz a raison: il y a, à cet endroit, une fracture qui nous concerne en tant qu'opérateurs artistiques et culturels. Mais elle ne nous concerne pas parce que nous y défendons toute LA culture, mais parce que nous y défendons des formes et surtout des finalités culturelles que nous appelons "démocratiques" et qui ne cadrent pas avec leur projet de société uniformisée.

Cet exemple extrême de Beethoven à Auschwitz permet d'indiquer sur quoi nous ne sommes pas d'accord. Nous ne sommes pas d'accord que les arts et la culture remplissent cette fonction d'embellir une société monolithique qui produit de l'injustice et de la misère! Et nous préconisons que les arts et les cultures doivent – selon de multiples et inventives constructions – aider à l'édification d'une société diversifiée, plurielle et ouverte qui ambitionne d'être plus juste pour chacune et chacun. Et de temps en temps – le plus souvent possible – nous aimerions que cette ambition puisse se vérifier dans les faits.

Et de ce point de vue, en qualité d'artistes, de chercheurs, d'animateurs, nous sommes impliqués dans le champ culturel en vue d'une émancipation des personnes et il nous appartient de faire front à des propositions culturelles qui n'ont à nos yeux d'autre préoccupation que l'assujettissement des esprits du temps.

Nous ne sommes pas LES arts ou LA culture. Se draper dans ce rôle nous fera perdre et toute notre force et toute notre capacité d'initiative et toute notre légitimité à agir à l'égard notamment des populations qui ne sont pas prêtes à nous reconnaître comme LES arts ou LA culture. Dirais-je: heu-reu-se-ment!

Nous sommes parties au débat sur la culture et au débat au sujet de la société. Nous travaillons ces domaines en vue d'y défendre des positions et des points de vue politiques qui nous paraissent pouvoir aider à l'émancipation des personnes et au progrès de l'ensemble, dans une perspective plus universelle et plus humaine.

Les conservateurs aussi sont parties au débat sur la culture et au débat au sujet de la société. Ils s'en défendent. Ils prétendent "ne pas faire de politique". Or, ils travaillent quotidiennement dans ces domaines en vue d'y défendre leurs positions dominantes et leurs points de vue qui sont des points de vue parfaitement politiques et qui répondent à des intérêts précis et identifiables.

Et malgré toutes ces contradictions, la dignité de chacune et de chacun continue à nous intéresser, même si nous pouvons considérer l'inaccessibilité d'une telle entreprise au regard des moyens dérisoires qui sont les nôtres (éducation permanente, théâtre, festivals, bibliothèques publiques, centres culturels, centres d'expressions et de créativité) et des moyens titanesques (magazines, TV, radio, cinéma, clips, disques, dvd ...) dont disposent les conservateurs pour assujettir cette société jusque dans ses moindres composantes.

Haine de "la culture de qualité"? Ils en produisent des tonnes et des tonnes. De la meilleure qualité! Ce n'est pas du tout notre terrain. Nous ne pesons rien (ou presque) sur ce territoire. Quelles illusions!

Notre territoire est celui de la différence. De l'irréductibilité. De la liberté de penser, de dire et de créer. A ce titre et devant les moyens de communication de masse dont disposent les conservateurs dans notre société, nous sommes définitivement devenus "minoritaires". C'est à dire pour être précis. Au niveau de la production et la diffusion culturelle, nous sommes définitivement "minoritaires". Mais cette irréductible minorité des opérateurs culturels a – dans une société qui fonctionne culturellement de plus en plus à l'unisson – une importance "vitale". Et cela est vrai et cela est estimable si nous voulons bien nous regarder non pour la totalité de L'art et de LA culture, mais pour ce que nous sommes réellement, simplement et irréductiblement: des êtres humains qui se revendiquent et se reconnaissent comme tels.

Nous ne sommes pas LA démocratie – Personne n'incarne LA démocratie. Personne ne garantit la démocratie. La civilisation, l'enseignement, la formation, la culture et la création artistique ne conduisent pas "naturellement" à la démocratie. Notre position est beaucoup plus fragile. Nous défendons des formes et des pratiques culturelles qui ont pour attachement la construction démocratique. Il y a là une éthique singulière de l'art et de la culture. Et parfois nous pouvons y réussir; et parfois aussi il nous arrive de nous tromper. Avec peu de moyens, nous essayons. Telle est notre position dans la société.

A quel titre pourrions-nous estimer que nous sommes – du fait de nos qualités intellectuelles exceptionnelles (!?! – des guides pour la démocratie? Pourquoi essayer d’y faire croire? Si nous y sommes attentifs, nous interrogeons la construction démocratique. Nous suscitons le débat sur les valeurs à prendre en considérations dans ce cadre. Nous ne sommes pas dépositaires de la “vérité” en cette matière; mais nous en demandons le débat. Nous sommes à sa recherche. Nous n’abandonnons pas cette quête personnelle et collective de “vérités” qui puissent nous aider à mieux vivre ensemble...

Si nous sommes convaincus que la démocratie n’est pas seulement un régime politique régit par la loi du nombre, mais qu’elle est aussi un tel régime qui s’origine dans un système de valeurs complexe, alors notre travail à accomplir au sein de la société est immense. La pédagogie culturelle de la démocratie est une œuvre à construire. Il ne s’agit pas d’enseigner “la bonne démocratie” ou “la démocratie de qualité”. Il s’agit d’enseigner à faire œuvre de démocratie et d’aider à négocier ce que chaque génération veut désigner par “démocratie”.

Au lieu de se draper dans la défense des “bonnes pratiques démocratiques acquises”, ou d’agiter des “vérités qui nous rassurent” ou de condamner l’extrême droite comme source exclusive de tous nos maux, je crois qu’il serait plus utile et salutaire de reconnaître que nous pourrions désigner comme démocratie ce qui aura été débattu le plus largement et reconnu comme tel. Et cet incessant débat culturel constitue un chantier très considérable. Nous devons y prendre des risques et notre position ne sera pas confortable

Mais seul ce débat – entre tous les membres de la société – au sujet de la définition de la démocratie, donnera à cette démocratie “une qualité” tant culturelle que politique que nous ne pourrions lui conférer de notre seule initiative.

Nous ne sommes pas LA démocratie; mais nous pouvons y contribuer. Et cette responsabilité – pour mesurée qu’elle puisse paraître – est la nôtre, résolument.

Plus que jamais, la culture est menacée par la marchandisation.
“L'exception culturelle” reste une notion fragile et les valeurs démocratiques qui nous
paraissaient assurées il y a dix ans sont menacées par la montée de
l'extrême droite et des populismes,
un peu partout en Europe.

Bernard Focroulle
Président de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie